



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 07 du 28 mars 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 28 mars 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	324
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	324
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	324
Arrêté du 12 mars 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes des Deux Rivières.....	324
Arrêté du 18 mars 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes des Deux Rivières.....	324
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	325
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	325
Arrêté du 17 janvier 2013 autorisant le changement de siège de la Communauté de Communes du Badonvillois.....	325
Arrêté du 11 mars 2013 autorisant le changement de siège du syndicat mixte du pays du Lunévillois.....	325
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	326
CABINET.....	326
Service interministériel de défense et de protection civile.....	326
Arrêté N° 0008/2013/SIDPC du 12 mars 2013 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public.....	326
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	326
Bureau de la citoyenneté.....	326
Arrêté modificatif du 15 mars 2013 portant habilitation funéraire à BACCARAT.....	326
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	326
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	326
Arrêté du 22 mars 2013 concernant la nomination d'un régisseur d'Etat de police municipale.....	326
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	327
Arrêté du 13 mars 2013 autorisant la création du Syndicat de construction du Pôle Intercommunal – Scolaire – Périscolaire – Culturel – Sportif de BLÉNOD-lès-TOUL entre les communes de BLÉNOD-lès-TOUL, CHARMES-la-CÔTE, GYE et MONT-le-VIGNOLE.....	327
Arrêté du 14 mars 2013 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière de fourrière animale.....	328
Arrêté interpréfectoral du 25 mars 2013 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) autorisant le changement de nom du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval en « Syndicat intercommunal des eaux de la vallée de l'Orne (ORNE-AVAL) », le changement de l'adresse du siège social du syndicat et approuvant les nouveaux statuts du syndicat.....	329
Bureau des procédures environnementales.....	330
Arrêté N° 54-2010-00172 du 14 mars 2013 portant prise en compte de l'antériorité au titre de l'article L. 214-6 du code de l'environnement et autorisation de curage du plan d'eau du domaine de BURE DE LA FORGE sur la commune d'ALLONDRELLE-LA-MALMAISON.....	330
Arrêté du 20 mars 2013 relatif à la prolongation du mandat des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.....	332
Arrêté du 22 mars 2013 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).....	333
Arrêté du 22 mars 2013 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de BOSSERVILLE.....	333
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	334
Bureau de l'interministérialité.....	334
Convention d'utilisation n° 54-2012-45 entre l'administration chargée des domaines et la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle.....	334
Convention d'utilisation n° 54-2012-47 entre l'administration chargée des domaines et la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle.....	334
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-53 entre l'administration chargée des domaines et la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle.....	334
Arrêté de subdélégation n° 13.BI.03 du 25 mars 2013 donnant habilitation à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour la mise en œuvre des programmes : - objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER ; - développement rural 2007-2013 FEADER.....	334
Arrêté modificatif n° 13.BI.04 du 25 mars 2013 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE.....	335
Arrêté n° 13.BI.05 du 26 mars 2013 accordant délégation de signature dans le cadre de la permanence du week-end de Pâques 2013.....	336
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	336
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	336
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	336
Service VSSE.....	336
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0242 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	336
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0243 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	337
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0244 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	338
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0245 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	338
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0246 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	339
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0247 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	340
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0248 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	341
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0249 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	342
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0250 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	342
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0251 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	343
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0252 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	344
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0253 du 19 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013.....	345
DIRECTION DE L'ACCES A LA SANTE ET DES SOINS DE PROXIMITE.....	345
Arrêté N° 2013-0214 du 15 mars 2013 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine.....	345
DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....	347
Arrêté n° 2013 – 0137 du 13 février 2013 portant approbation de la convention constitutive du G.C.S. « SOCCLE : Ssr Ohs Croix Rouge Coordonnées en Lorraine pour l'Enfant ».....	347
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	347
Service produits de santé et biologie.....	347
Arrêté N° 2013-0210 du 13 mars 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à THIONVILLE (57100) enregistrée sous le N° 32.....	347
Arrêté N° 2013-0211 du 13 mars 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à THIONVILLE (57100) - Autorisation N° 57-35 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 503 1.....	348

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	351
Arrêté du 26 février 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9541).....	351
DIRECTION.....	353
Arrêté n° 09/2013 du 22 mars 2013 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	353
Arrêté n° 10/2013 du 22 mars 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	354
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	355
Récépissé du 24 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/525087698 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	355
Récépissé du 31 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/450021449 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	356
Récépissé du 31 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/352342620 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	356
Récépissé du 31 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/500774765 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	357
Récépissé du 1er février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/790580021 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	357
Récépissé du 7 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/502649403 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	358
Récépissé du 7 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/501907109 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	358
Récépissé du 15 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/477779391 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	359
Récépissé du 15 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789021680 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	360
Récépissé du 15 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/790643886 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	360
Récépissé du 22 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/750786147 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	361
Décision d'agrément du 12 mars 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Haras Régional de ROSIERES-AUX-SALINES.....	361
Décision d'agrément du 14 mars 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association MY JOB à JARNY.....	362
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT, ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	362
AFFAIRES JURIDIQUES ET MARCHES PUBLICS.....	362
Arrêté DREAL-2013-01 du 15 mars 2013 portant subdélégation de signature.....	362
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	365
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	365
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Aménagement foncier/N° 076 du 1er mars 2013 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de BECHAMPS.....	365
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Aménagement foncier/N° 081 du 5 mars 2013 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de TRONDES.....	366
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Aménagement foncier/N° 086 du 8 mars 2013 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de THUMEREVILLE.....	367
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 479 du 6 mars 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BRAINVILLE - ALLAMONT - THUMEREVILLE - PARFONDRIPT - VILLERS SOUS PAREID - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3416.....	368
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/077 du 7 mars 2013 portant dissolution de l'association foncière de SELAINCOURT.....	368
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/082 du 12 mars 2013 approuvant les statuts de l'association foncière de FRIAUVILLE.....	369
Arrêté 2013/DDT54/AFC/n° 101 du 12 mars 2013 modifiant la commission départementale de la consommation des espaces agricoles.....	369
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/124 du 19 mars 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de ANSAUVILLE.....	370
Unité forêt chasse.....	370
Arrêté n° 143 du 26 mars 2013 portant autorisation du tir de nuit du sanglier avec usage de source lumineuse du 1er avril au 31 mai.....	370
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	371
Arrêté d'approbation du 14 mars 2013 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de DIEULOUARD.....	371
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	371
Arrêté NBP - 2013-06 du 20 mars 2013 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de BATTIGNY.....	371
Arrêté NBP - 2013-07 du 20 mars 2013 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de BAGNEUX.....	374
Arrêté NBP - 2013-08 du 20 mars 2013 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune d'OCHEY.....	377
Arrêté DDT-PECHE 2013/011 du 13 mars 2013 autorisant pour l'année 2013, la pêche de la carpe de nuit sur « l'étang de la Ballastière » situé sur les communes de BERTRICHAMPS et LACHAPELLE.....	379
AUTRES SERVICES.....	380
CENTRE HOSPITALIER 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE.....	380
DIRECTION.....	380
Décision du 1er février 2013 portant délégations de signatures.....	380
L'AUTRE CANAL.....	381
Décision n° 61 - 2013 du 20 mars 2013 portant annulation de la délégation de signature au Directeur Administratif de L'Autre Canal.....	381
Décision n° 62 - 2013 du 20 mars 2013 portant annulation de la délégation de signature à la Directrice Technique de L'Autre Canal.....	382
Décision n° 63 - 2013 du 20 mars 2013 portant annulation de la délégation de signature pour les ordres de mission au Directeur Administratif et à la Directrice Technique de L'Autre Canal.....	382

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 12 mars 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes des Deux Rivières**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2002 portant création du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;
VU la délibération du 25 octobre 2012 du conseil communautaire de la Communauté de Communes des Deux Rivières sollicitant la modification des statuts ;
VU la notification aux communes membres le 30 novembre 2012 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
BAZAILLES (20 février 2013), DONCOURT LES LONGUYON (17 décembre 2012), HAN DEVANT PIERREPONT (17 décembre 2012), MONTIGNY SUR CHIERS (4 décembre 2012), PIERREPONT (11 décembre 2012), SAINT SUPPLET (17 décembre 2012), VILLE HOUDLEMONT (11 décembre 2012) et VILLERS LA CHEVRE (16 janvier 2013) ;
VU l'avis favorable de la commune de BASLIEUX parvenu hors délai ;
VU l'avis de la commune de BEUVEILLE (21 février 2013), décidant de ne pas délibérer en l'état sur la modification des statuts ;
VU les absences de délibérations, valant avis favorable, des communes de FRESNOIS LA MONTAGNE, SAINT PANCRE, TELLANCOURT, VILLE AU MONTOIS et VIVIERS SUR CHIERS ;
VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : La modification des statuts de la Communauté de Communes des Deux Rivières est acceptée.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le président de la Communauté de Communes des Deux Rivières, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

Arrêté du 18 mars 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes des Deux Rivières

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2002 portant création du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;
VU la délibération du 25 octobre 2012 du conseil communautaire de la Communauté de Communes des Deux Rivières sollicitant la modification des statuts ;
VU la notification aux communes membres le 30 novembre 2012 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
BAZAILLES (20 février 2013), DONCOURT LES LONGUYON (17 décembre 2012), HAN DEVANT PIERREPONT (17 décembre 2012), MONTIGNY SUR CHIERS (4 décembre 2012), PIERREPONT (11 décembre 2012), SAINT SUPPLET (17 décembre 2012), VILLE HOUDLEMONT (11 décembre 2012) et VILLERS LA CHEVRE (16 janvier 2013) ;
VU l'avis favorable de la commune de BASLIEUX parvenu hors délai ;
VU l'avis de la commune de BEUVEILLE (21 février 2013), décidant de ne pas délibérer en l'état sur la modification des statuts ;
VU les absences de délibérations, valant avis favorable, des communes de FRESNOIS LA MONTAGNE, SAINT PANCRE, TELLANCOURT, VILLE AU MONTOIS et VIVIERS SUR CHIERS ;
VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : La modification des statuts de la Communauté de Communes des Deux Rivières est acceptée. L'entrée en vigueur est fixée au 1er août 2013.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le président de la Communauté de Communes des Deux Rivières, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 18 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE*Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 17 janvier 2013 autorisant le changement de siège de la Communauté de Communes du Badonvillois**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.23 du 27 JUIN 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2001 modifié par les arrêtés des 7 octobre 2002, 6 janvier 2003, 7 juin 2004, 24 novembre 2004 et 27 décembre 2005, portant création de la communauté de communes du Badonvillois ;

VU la délibération du 10 octobre 2012 du conseil communautaire de la communauté de communes du Badonvillois proposant la modification des statuts portant le siège de la communauté de communes 1, avenue du colonel de la Horie à Badonviller ;

VU la lettre de consultation des communes membres du 18 Octobre 2012 ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- Angomont en date du 19 novembre 2012 ;
- Badonviller en date du 12 décembre 2012 ;
- Bréménil en date du 3 décembre 2012 ;
- Montigny en date du 8 novembre 2012 ;
- Neuville les badonviller en date du 9 novembre 2012 ;
- Pexonne en date du 21 décembre 2012 ;
- Saint-pôle en date du 3 décembre 2012 ;

approuvant la modification des statuts ;

CONSIDERANT que la majorité requise par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : L'article 3 des statuts de la communauté de communes du Badonvillois est modifié comme suit : « le siège de la communauté est fixé 1, rue du colonel de la Horie à Badonviller ».

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président de la Communauté de Communes du Badonvillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 17 janvier 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté du 11 mars 2013 autorisant le changement de siège du syndicat mixte du pays du Lunévillois

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12.BI.23 du 27 JUIN 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2005 autorisant la création du Syndicat Mixte du Pays Lunévillois, modifié par l'arrêté préfectoral du 3 mai 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2010 approuvant l'extension de compétence du syndicat mixte du Pays du Lunévillois ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2011 ajoutant un article 1 bis « syndicat mixte à la carte : transport à la demande »

VU la délibération du 9 juillet 2012 du comité syndical du pays du Lunévillois proposant le changement de siège au 7 rue René Basset à Lunéville.

VU la lettre de consultation des communautés de communes membres du 29 Août 2012 ;

VU les délibérations concordantes des conseils communautaires de :

- la communauté de communes du Badonvillois en date du 18 septembre 2012 ;
- la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze en date du 27 septembre 2012 ;
- la communauté de communes du Lunévillois en date du 27 septembre 2012 ;
- la communauté de communes de la Mortagne du 16 octobre 2012 ;
- la communauté de communes des Vallées du Cristal en date du 25 septembre 2012 ;
- la communauté de communes de la Vezouze en date du 25 septembre 2012 ;

approuvant la modification des statuts ;

CONSIDERANT que la majorité requise par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : l'article 2 des statuts du syndicat mixte du pays du Lunévillois est modifié comme suit « le siège du syndicat mixte du pays du Lunévillois est fixé au, 7 rue René Basset – 54 300 Lunéville »

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat mixte du pays du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 11 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté N° 0008/2013/SIDPC du 12 mars 2013 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R. 122-17, R. 123-11 et R. 123-12, R. 123-31 ;
VU le code du travail, et notamment les articles L. 920-1 à L. 920-13 ;
VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment les articles GH 60, GH 62 et GH 63 ;
VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;
VU l'arrêté du 2 mai 2005 et son arrêté modificatif du 30 décembre 2010 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;
VU la demande d'agrément présentée par l'Institut de Formation à la Sécurité (IFS) du 26/02/2013 ;
VU l'avis favorable du directeur départemental des services d'incendie et de secours du 05/03/2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1er, 2ème et 3ème degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'aide aux personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 12/03/2013 :

- Institut de Formation à la Sécurité (IFS)
30, rue du 19 mars 1962
54620 BEUVEILLE

Article 2 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau de la citoyenneté***Arrêté modificatif du 15 mars 2013 portant habilitation funéraire à BACCARAT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-19 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R. 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 et D. 2223-74 à D. 2223-88 ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise de pompes funèbres « Pompes Funèbres Graniterie Bacchamoise » représentée par Mme Martine VIGREUX et M. Gérard VIGREUX, située 28, rue Adrien Michaut à BACCARAT (54120) inscrite sous le numéro 2004-54-150 ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2011 autorisant l'entreprise susvisée à créer une chambre funéraire au n°1, Chemin près de Hon à BACCARAT (54120) ;
VU le rapport de vérification de conformité de la chambre funéraire établi par le bureau VERITAS ;
VU l'avis favorable de l'Agence Régionale de Santé Lorraine (délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle) ;
Considérant que le dossier présenté est conforme ;

ARRETE

Article 1er : La liste des activités funéraires figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral susvisé, portant habilitation dans le domaine funéraire, est complétée par l'activité suivante :

- gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Martine VIGREUX et M. Gérard VIGREUX et dont copie sera adressée au sous-préfet de LUNEVILLE, au maire de Baccarat et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.
Nancy, le 15 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales***Arrêté du 22 mars 2013 concernant la nomination d'un régisseur d'Etat de police municipale**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,
VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dont notamment son article 18,
VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,
VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, ainsi que le produit des consignations,
VU l'arrêté du 20 novembre 2009, portant nomination de Serge BERTEAUX, brigadier de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et Mme Nathalie GOETZ, adjoint administratif, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat pour l'encaissement du produit des amendes forfaitaires de police municipale, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,
VU la lettre du 28 février 2013, par laquelle le maire de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY a proposé la nomination d'un nouveau régisseur suppléant, à savoir : M. Jessy ROVARIS, adjoint administratif, en qualité de régisseur suppléant auprès de M. Serge BERTEAUX, régisseur titulaire de cette régie d'Etat,
VU l'avis favorable du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sur cette proposition,
SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 20 novembre 2009 est abrogé et remplacé par les dispositions qui suivent.

Article 2 : M. Serge BERTEAUX, brigadier de police municipale de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune précitée, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 3 : M. Jessy ROVARIS, adjoint administratif, au sein de la même commune est nommé en qualité de régisseur suppléant auprès de M. Serge BERTEAUX, régisseur titulaire.

Article 4 : M. Serge BERTEAUX, régisseur titulaire, encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de SAINT-NICOLAS-DE-PORT.

Article 5 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY aux régisseurs concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 13 mars 2013 autorisant la création du Syndicat de construction du Pôle Intercommunal – Scolaire – Périscolaire – Culturel – Sportif de BLÉNOD-lès-TOUL entre les communes de BLÉNOD-lès-TOUL, CHARMES-la-CÔTE, GYE et MONT-le-VIGNOBLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5212-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les délibérations concordantes par lesquelles les conseils municipaux des communes suivantes ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création d'un syndicat et en ont adopté les statuts :

- Blénod-lès-Toul - 27 novembre 2012,
- Charmes-la-Côte - 30 novembre 2012,
- Gye - 28 février 2013,
- Mont-le-Vignoble - 23 novembre 2012 ;

VU l'avis du directeur départemental des finances publiques en date du 14 décembre 2012 ;

VU l'avis du sous-préfet de Toul en date du 7 mars 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Est autorisée entre les communes de Blénod-lès-Toul, Charmes-la-Côte, Gye et Mont-le-Vignoble la création d'un syndicat qui prend la dénomination de :

« Syndicat de construction du Pôle Intercommunal – Scolaire – Périscolaire – Culturel – Sportif de Blénod-lès-Toul. »

Article 2 : Le syndicat a pour objet :

- La poursuite des études de faisabilité de construction du groupe scolaire à Blénod-lès-Toul
- L'acquisition des terrains nécessaires au projet
- La réalisation de toutes études se rapportant aux compétences exercées
- La prise en charge de l'ensemble des investissements propres à la construction du groupe scolaire projeté à Blénod-lès-Toul
- L'élaboration des conventions entre les collectivités
- La contractualisation avec les partenaires financiers.

Article 3 : Le syndicat est créé pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Blénod-lès-Toul.

Article 5 : Le syndicat est administré par un comité composé de 8 délégués titulaires élus par les conseils municipaux des communes associées.

Chaque commune désigne deux délégués titulaires et un délégué suppléant.

Article 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Colombey-les-Belles.

Article 7 : Les recettes du syndicat sont constituées par les participations des communes telles que définies par l'article 8 des statuts, annexés au présent arrêté.

Article 8 : Les statuts approuvés du syndicat resteront annexés au présent arrêté.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 13 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

**Statuts du Syndicat de construction du
« Pôle Intercommunal - Scolaire – Péri-scolaire – Culturel – Sportif de Blénod-lès-Toul »**

Préambule :

VU les réflexions menées par le groupe de travail désigné par les communes de BLENOD-lès-TOUL, CHARMES-la-COTE, GYE et MONT-le-VIGNOBLE ;

VU les délibérations des quatre communes confirmant la poursuite des études de construction de l'école sur la commune de BLENOD-lès-TOUL ;

CONSIDERANT que pour coordonner les travaux d'investissement de la construction du nouveau groupe scolaire, les différentes collectivités partenaires doivent créer un syndicat qui permettra une gestion administrative, financière et technique cohérente et efficace ;

CONSIDERANT que pour son fonctionnement, le syndicat s'appuiera, autant que faire se peut sur le personnel ressources des collectivités adhérentes ;

CONSIDERANT la possibilité de fusionner avec la Syndicat RPI de « La MARELLE » ;

Les collectivités adhérentes après en avoir délibéré approuvent les statuts suivants :

Article 1er : CIRCONSCRIPTION – DENOMINATION - SIEGE

- Le Syndicat intercommunal de construction du groupe scolaire est composé des collectivités suivantes :

BLENOD-LES-TOUL, CHARMES LA COTE, GYE ET MONT-LE-VIGNOBLE

- Le syndicat qui porte le nom de : Syndicat de Construction du « Pôle Intercommunal - Scolaire – Péri-scolaire – Culturel – Sportif de Blénod-lès-Toul »

- a son siège à la Mairie de Blénod-lès-Toul - 54113

Article 2 : OBJET : Le syndicat assume les compétences suivantes :

- Poursuite des études faisabilité de construction du groupe scolaire à Blénod-lès-Toul

- Acquisition des terrains nécessaire au projet

- Réalisation de toutes études se rapportant aux compétences exercées

- Prise en charge de l'ensemble des investissements propres à la construction du groupe scolaire projeté à Blénod-les-Toul

--Élaboration des conventions entre les collectivités

- Contractualisation avec les partenaires financiers

Article 3 : DUREE

La durée du syndicat est illimitée.

Article 4 : ADMINISTRATION

Le Syndicat est administré par un comité composé de 8 membres titulaires et de 4 membres suppléants désignés par les collectivités adhérentes selon la répartition ci-dessous :

Collectivités adhérentes	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués Suppléants
BLENOD-LES-TOUL	2	1
CHARMES-LA-COTE	2	1
GYE	2	1
MONT-LE-VIGNOBLE	2	1
TOTAL =	8	4

Aucune collectivité ne dispose de la majorité des sièges.

Le Comité syndical élit parmi ses membres, un Bureau conformément à l'article L5211-10 du CGCT.

Article 5 : PATRIMOINE

Les terrains, les constructions, les installations et les aménagements qui seront réalisés par le Syndicat, demeureront propriété de ce dernier.

Article 6 : BUDGET

Le budget du syndicat pourvoit à toutes les charges de fonctionnement et d'investissement des services gérés dans le cadre de ses compétences.

Article 7 : INVENTAIRE PERMANENT

Le Président du Syndicat tiendra un inventaire permanent des constructions, des installations et des aménagements réalisés par le Syndicat.

Article 8 : CONTRIBUTION DES COLLECTIVITES

Le montant des participations des collectivités au budget du syndicat est fixé par le comité syndical.

Ces participations sont basées sur le nombre d'habitants, le nombre d'élèves et le potentiel fiscal des communes calculés au 01 janvier de chaque année.

Les dépenses mises à la charge des collectivités membres ont un caractère obligatoire et doivent être inscrites dans leur budget.

Article 9 : MODIFICATION A LA CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE DU SYNDICAT

En cas de modification du périmètre syndical, l'adhésion ou le retrait des collectivités intéressées se fera conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas de retrait, les conditions financières en seront fixées par le Comité syndical, en cas de désaccord avec la collectivité concernée, le représentant de l'Etat fixera les conditions de retrait conformément à l'article L5211-19 du CGCT.

Article 10 : DISPOSITIONS GENERALES

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions du CGCT.

Nancy, le 23 mars 2013

Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour
Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 14 mars 2013 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière de fourrière animale

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-17 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Couronné ;
VU la délibération du 19 décembre 2012 par laquelle la communauté de communes du Grand Couronné décide de modifier la compétence « Fourrière animale » ;
VU la lettre de notification en date du 21 décembre 2012 demandant aux conseils municipaux de délibérer sur cette modification ;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :
Agincourt (1/03/2013), Amance (26/02/2013), Buissoncourt (4/02/2013), Cerville (25/01/2013), Champenoux (4/02/2013), Dommartin-sous-Amance (21/01/2013), Eulmont (11/02/2013), Gellenoncourt (19/02/2013), Laitre-sous-Amance (10/01/2013), Laneuvelotte (7/02/2013), Lénoncourt (8/02/2013), Moncel-sur-Seille (13/02/2013), Réméréville (21/01/2013), Sornéville (1/02/2013) et Velaine-sous-Amance (17/01/2013) ;
CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte et que le préfet peut prendre l'arrêté autorisant l'extension des compétences avant le terme du délai de 3 mois ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le groupe de compétences « Services aux communes » de la communauté de communes du Grand Couronné est complétée comme suit :

« 5. Fourrière animale »

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : La liste et la cartographie couleur des cours d'eau concernés par la compétence « 4. hydraulique » est consultable en préfecture et au siège de la communauté de communes.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et au siège de la communauté de communes.

Arrêté interpréfectoral du 25 mars 2013 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) autorisant le changement de nom du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval en « Syndicat intercommunal des eaux de la vallée de l'Orne (ORNE-AVAL) », le changement de l'adresse du siège social du syndicat et approuvant les nouveaux statuts du syndicat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5212-1 et suivants, L5211-17, L5211-20 et L5211-5 ;
VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1973 autorisant la création du syndicat intercommunal d'assainissement Orne-Aval ;
VU la délibération en date du 5 juillet 2012 par laquelle le comité syndical du syndicat intercommunal d'assainissement Orne-Aval décide d'adopter les nouveaux statuts du syndicat comprenant notamment les changements de nom et d'adresse du syndicat ;
VU la lettre de notification aux communes membres le 13 juillet 2012 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- Auboué (8 août 2012), Homécourt (27 septembre 2012), Joeuf (24 septembre 2012), Moineville (12 septembre 2012), Montois-la-Montagne (21 septembre 2012), Moutiers (25 juillet 2012), Roncourt (31 août 2012) et Sainte-Marie-aux-Chênes (31 août 2012) ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de Metz-Campagne en date du 19 octobre 2012 ;
CONSIDÉRANT que l'absence de délibération au terme du délai de consultation vaut avis favorable ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes et EPCI membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-5, L5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Est approuvée la modification des statuts du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval qui porte désormais le nom de « Syndicat intercommunal des eaux de la vallée de l'Orne (Orne Aval) ».

Article 2 : Le siège du syndicat est situé au :

- Centre d'Activité Économique de Franchepré
ZI de Franchepré
54240 JOEUF

Article 3 : Les nouveaux statuts approuvés du Syndicat intercommunal des eaux de la vallée de l'Orne (Orne Aval) resteront annexés au présent arrêté.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, la sous-préfète de Briey, le sous-préfet de Metz-Campagne et le président du syndicat intercommunal des eaux de la vallée de l'Orne (Orne-Aval) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 25 mars 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le Préfet de la Moselle,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités, à la sous-préfecture de Briey et au siège du Syndicat intercommunal des eaux de la vallée de l'Orne (Orne Aval) ».

Bureau des procédures environnementales

Arrêté N° 54-2010-00172 du 14 mars 2013 portant prise en compte de l'antériorité au titre de l'article L. 214-6 du code de l'environnement et autorisation de curage du plan d'eau du domaine de BURE DE LA FORGE sur la commune d'ALLONDRELLE-LA-MALMAISON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 05/11/2010, présenté par Madame THURIAU Heim de Balsac, enregistré sous le n° 54-2010-00172 et relatif à LA PRISE EN COMPTE DE L'ANTERIORITE ET AUTORISATION DE CURAGE DU PLAN D'EAU DU DOMAINE DE BURE DE LA FORGE ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 08/10/2012 au 08/11/2012 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 5 décembre 2012 ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 modifié le 16 juin 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la présence du plan d'eau sur la carte de CASSINI attestant de l'existence du plan d'eau avant 1789 ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine du 15 décembre 2010 ;

VU l'avis de l'ONEMA du 10 janvier 2011 ;

VU l'avis de La Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine du 5 juin 2012 ;

VU l'avis du service de police de l'eau en date du 21 janvier 2013 ;

VU l'avis du CODERST en date du 14 février 2013 ;

VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du

CONSIDERANT

- Que l'ouvrage est fondé en titre et qu'il peut-être fait application de l'article L. 214-6 II du code de l'environnement ;

- Que l'ouvrage ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement ;

- Les caractéristiques techniques du barrage notamment sa hauteur et son volume tels que définis au sens de l'article R.214-112 du code de l'environnement ;

- Que le pétitionnaire a émis ses observations par courrier du 5 mars 2013 sur le projet du présent d'arrêté qui lui a été transmis le 18 février 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE**Titre I : OBJET DE LA DECLARATION****Article 1 : Objet de la déclaration**

Le pétitionnaire, Madame THURIAU Heim de Balsac est autorisée en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : LA REGULARISATION D'UN ETANG AU DOMAINE DE BURE DE LA FORGE ET AUTORISATION DE CURAGE DU PLAN D'EAU situé sur la commune d'ALLONDRELLE-LA-MALMAISON.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m3/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m3/heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion de la 2.1.5.0, des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0, 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 1° Supérieure ou égale à 10 000 m3/j ou à 25% du débit moyen inter annuel du cours d'eau (A) 2° Supérieure à 2 000 m3/j ou à 5% du débit moyen inter annuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m3/j et à 25% du débit moyen inter annuel du cours d'eau (D)	Autorisation	
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation	

3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Autorisation	Arrêté du 30 mai 2008
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
3.2.4.0	1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m3 (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7 du même code (D) Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux: 1° de classes A,B ou C (A) 2° de classe D (D)	Déclaration	Arrêté du 29 février 2008

Article 2 : Caractéristique de l'ouvrage

Le plan d'eau d'eau est constitué d'un bassin d'une surface de 27 ares situé sur la commune d'Allondrelle-la-Malmaison, parcelle C 71 au lieu-dit "Buré de la Forge" et à proximité de la commune de Longuyon.

Il est positionné en barrage sur le ruisseau de 1ère catégorie "Le Dorlon". Il est également alimenté au nord du plan d'eau par un petit affluent intermittent représenté sur la carte IGN.

Le rejet des eaux et la vidange du plan d'eau s'effectue dans ruisseau "Le Dorlon" par l'intermédiaire d'une vanne.

L'étang possède une digue considérée comme un barrage de retenue qui relève de la classe D.

Le plan d'eau a pour vocation de servir de réserve incendie et de contribuer à la valorisation paysagère du site.

Article 3 : Reconnaissance droit d'antériorité

Le plan d'eau est mentionné sur les cartes de Cassini, ce qui atteste de son existence avant 1789. Il est donc fondé en titre. En application de l'article L. 214-6 II, ce plan d'eau est réputé autorisé au titre de la loi sur l'eau.

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 4 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Les eaux restituées au ruisseau "Le Dorlon" devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

L'introduction de poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres où des espèces non représentées est interdite (art. L432.10 du code de l'environnement).

Le plan d'eau est en eau libre. Par conséquent, aucune grille ne devra être installée, ni à l'amont, ni sur les ouvrages de rejet à l'aval.

Les ouvrages seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Article 5 : Prescriptions spécifiques relatives au rejet

Le vannage existant sera conservé et restauré et comportera un dispositif l'empêchant de se fermer entièrement pour maintenir dans le ruisseau "Le Dorlon" un débit minimum de 25 l/s rejeté par le fond.

Le site étant inscrit à l'inventaire des monuments historiques, le pétitionnaire est dispensé d'aménager un dispositif de rejet type "moine".

Article 6 : Prescriptions spécifiques relatives au curage

Pour éviter tout risque de contaminer par de l'arsenic des sols qui aujourd'hui n'en contiendraient pas, les sédiments curés seront déposés à proximité de l'étang sur un secteur qui a déjà été une zone de dépôt des sédiments par le passé lors d'un précédent curage. Ce secteur est porté sur la carte jointe en annexe.

Les opérations de curage seront menées en conservant prioritairement les chenaux centraux d'écoulement et seront limitées à proximité des berges pour qu'elles ne soient pas abruptes.

Article 7 : Prescriptions spécifiques relatives au remplissage

La période de remplissage du plan d'eau devra avoir lieu en dehors des périodes ci-dessous:

- du 15 juin au 30 septembre, afin de ne pas prélever d'eau en période d'étiage sévère ;
- du 1er décembre au 30 mars, lors des périodes de frai.

Article 8 : Prescriptions spécifiques relatives aux vidanges

Le pétitionnaire devra déposer une demande, au minimum 3 mois, avant toute vidange de son plan d'eau au service police de l'eau de la DDT de Meurthe et Moselle.

Le pétitionnaire devra prévenir le service police de l'eau de Meurthe et Moselle, l'ONEMA et la Communauté de Communes de l'agglomération de Longwy 15 jours avant le début de la vidange.

La vidange de l'étang se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau en aval, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau "Le Dorlon" ou à des tiers.

Article 9 : Prescriptions spécifiques au barrage de retenue

La digue du plan d'eau est un barrage de retenue au sens de la réglementation et plus particulièrement de l'article R 214-112 du code de l'environnement. Elle relève de la classe D.

Le barrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-123 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution du dossier avant le 31 décembre 2013 ;
- constitution du registre avant le 31 décembre 2013 ;

- élaboration des consignes écrites avant le 31 décembre 2013 ;
- réalisation d'une visite technique approfondie avant le 31 décembre 2013, puis tous les 10 ans ;
Le barrage est dispensé de dispositif d'auscultation en application du 1° l'article R. 214-114 du code de l'environnement.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 10 : Conformité au dossier et modifications

Les installations et ouvrages, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande d'autorisation non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 11 : Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

Article 12 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Article 15 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie des communes d'ALLONDRELLE-LA-MALMAISON et de LONGUYON, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 6 mois. Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, les maires des communes d'ALLONDRELLE-LA-MALMAISON et de LONGUYON, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 14 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PJ : 5 arrêtés de prescriptions générale

L'annexe jointe est consultable en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau des procédures environnementales.

Arrêté du 20 mars 2013 relatif à la prolongation du mandat des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances

VU le décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 modifié portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2010 modifié portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2013 prolongeant le mandat des membres jusqu'au 31 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT que de nouvelles élections ont eu lieu au sein de la chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle et que la désignation des représentants de la Chambre d'Agriculture au sein de la CDNPS ne pourra intervenir qu'à l'issue d'une session de la Chambre d'Agriculture prévue seulement le 22 avril 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle .

ARRETE

Article 1er : La durée du mandat des membres actuels de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites est prolongée jusqu'au 31 mai 2013.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 22 mars 2013 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement ;
VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 modifié portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour une durée de trois ans ;
VU le courrier de la direction territoriale Nord Est de Voies Navigables de France en date du 20 décembre 2012 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, prévue dans l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 précité, est modifiée comme suit :

1er groupe - Services de l'État et agence régionale de santé :

- la directrice territoriale Nord -Est de Voies navigables de France ou son représentant, en remplacement de M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile ;

Le reste sans changement.

Article 2 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 22 mars 2013 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de BOSSERVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L.163-1 à L.163-9 (ex article 91) ;
VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment son article 46 ;
VU la demande de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est en date du 3 août 2012, enregistrée le 7 août 2012 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de BOSSERVILLE ;
VU le courrier de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – DREAL – de Lorraine du 31 août 2012 informant la préfecture de Meurthe-et-Moselle de la recevabilité du dossier ;
CONSIDERANT que le délai d'instruction de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de BOSSERVILLE échoit le 7 avril 2013, conformément à l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 précité, fixant le délai d'instruction à huit (8) mois à compter de la réception par la préfecture du dossier considéré comme complet en la forme ;
CONSIDERANT qu'en application de l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 précité, les services administratifs et militaire et les communes concernées disposent d'un délai de deux et trois mois à compter de la réception du courrier de lancement de la consultation pour faire connaître leurs observations, courrier transmis le 31 août 2012 ;
CONSIDERANT qu'au vu des observations reçues de la part des communes, des services administratifs et militaire et de GEODERIS consultés, des éléments de réponse peuvent être demandés au pétitionnaire et que ceux-ci seraient à prendre en considération dans le rapport final de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – DREAL – de Lorraine ;
CONSIDERANT que le pétitionnaire dispose d'un délai d'un (1) mois pour présenter ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral faisant suite au dit rapport final ;
CONSIDERANT qu'au vu des éléments énoncés ci-dessus, il n'est pas possible de statuer sur la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de BOSSERVILLE dans le délai de huit (8) mois fixé par l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 précité ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le délai fixé par l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié pour statuer sur la déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de BOSSERVILLE, présentée par la Compagnie des Salins du midi et des Salines de l'Est est prorogé de huit (8) mois, à compter du 7 avril 2013.

Article 2 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 4 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la Compagnie des salins du Midi et des Salines de l'Est et dont copie sera adressée pour information à :

- Messieurs les Maires des communes de Art-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-Nancy et Saulxures-lès-Nancy ;
- Monsieur le Général, commandant la région Terre nord-est ;
- Monsieur le Directeur régional des Affaires culturelles ;
- Monsieur le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence régionale de Santé Lorraine – délégation départementale de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation n° 54-2012-45 entre l'administration chargée des domaines et la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle

Le 18 mars 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-45 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,
et

LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES de Meurthe-et-Moselle, représentée par l'Administrateur des Finances Publiques, responsable du pôle pilotage et ressources de la Direction du Département de la Meurthe-et-Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur un ensemble immobilier appartenant à l'Etat, sis 2 rue de Kehl à Vandoeuvre les Nancy, d'une superficie totale de 2638 m² de surface hors oeuvre nette, cadastré section AP n°108, 111, 112 et 114.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-47 entre l'administration chargée des domaines et la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle

Le 18 mars 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-47 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,
et

LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES de Meurthe-et-Moselle, représentée par l'Administrateur des Finances Publiques, responsable du pôle pilotage et ressources de la Direction du Département de la Meurthe-et-Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur un ensemble immobilier appartenant à l'Etat, sis 4 rue Edmond Delorme à Lunéville, d'une superficie totale de 3294 m² de surface de plancher, cadastré section AM n°554.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-53 entre l'administration chargée des domaines et la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle

Le 18 mars 2013, la convention d'utilisation n° 54-2010-53 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,
et

LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES de Meurthe-et-Moselle, représentée par l'Administrateur des Finances Publiques, responsable du pôle pilotage et ressources de la Direction du Département de la Meurthe-et-Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, l'utilisateur.

L'immeuble situé à Nancy, 50 rue des Ponts, fait l'objet d'un avenant sur les articles 5 et 11 de la convention.

L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté de subdélégation n° 13.BI.03 du 25 mars 2013 donnant habilitation à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour la mise en œuvre des programmes : - objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER ; - développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 8 février 2013 nommant M. Eric MEYNARD sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU les deux décisions du 10 juillet 2012 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;

VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Éric MEYNARD, sous-préfet de Toul, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception,
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 413, 421 et 431 du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception,
- instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement).

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Éric MEYNARD, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Mme Fabienne BEAULAND, secrétaire générale de la sous-préfecture de Toul.

En cas d'absence simultanée de M. Éric MEYNARD et Mme Fabienne BEAULAND, délégation est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 3 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.41 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, pour la mise en œuvre des programmes objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et développement rural 2007-2013 FEADER est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Éric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de TOUL et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à Mme Fabienne BEAULAND, à Mme Sylvie ZANDER, à la direction de l'action locale de la préfecture et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 25 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté modificatif n° 13.BI.04 du 25 mars 2013 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de Lunéville ;

VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 8 février 2013 nommant M. Eric MEYNARD sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 2 avril 2012 nommant Mme Martine CHENG secrétaire générale adjointe de la sous-préfecture de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 12.BI.23 du 27 juin 2012 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont exercées par M. Éric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alexis ANDRES et de M. Éric MEYNARD, la suppléance de M. Alexis ANDRES est assurée par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée aux sous-préfets de Briey et Toul, au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 25 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 13.BI.05 du 26 mars 2013 accordant délégation de signature dans le cadre de la permanence du week-end de Pâques 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision d'affectation du 8 avril 1997 nommant M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, au service interministériel de défense et de protection civile à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire,
 - les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France,
 - les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route,
- dans le cadre de la permanence du week-end de Pâques 2013 :

- du vendredi 29 mars 2013 à 18 heures au lundi 1er avril 2013 à 18 heures, à M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe exceptionnelle au service interministériel de défense et de protection civile.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Francis BOSC-CABROL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée à la directrice de cabinet, au chef du service interministériel de défense et de protection civile, à la directrice des libertés publiques, au directeur départemental des finances publiques et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 26 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Service VSSE

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0242 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013

N° FINESSE entité juridique 540 000 031 - N° FINESSE ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par la MATERNITE REGIONALE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 318 458 € soit :

- 1) 3 268 826 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 946 957 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 24 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 21 765 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 299 700 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 380 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 19 547 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 6 588 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 23 497 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 23 497 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0243 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 655 426 € soit :

- 1) 1 615 406 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 387 219 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 25 372 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 866 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 198 789 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 160 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 5 834 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 34 186 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0244 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 840 140 € soit :

1) 1 780 255 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 598 268 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

21 135 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 403 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

153 522 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 927 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 18 522 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 38 862 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 2 501 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 501 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0245 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 561 791 € soit :

- 1) 559 889 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 503 052 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 12 876 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 43 600 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 361 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 902 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0246 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par le Centre J. PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 147 893 € soit :

147 893 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

147 893 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre J. PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0247 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 971 595 € soit :

- 1) 2 895 275 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 583 059 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
41 556 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 589 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
264 899 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 172 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
Dont 516 800 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour l'année 2011 ;
2) 53 904 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 22 416 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0248 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 288 481 € soit :

- 288 481 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
205 375 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
81 980 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
1 126 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0249 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 28 782 195 € soit :

- 1) 25 830 968 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 22 872 009 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 77 995 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 853 457 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 4 523 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 22 984 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 252 451 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 661 669 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 37 107 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 32 444 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
 - 4 663 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0250 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 961 060 € soit :

- 1) 2 431 264 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 431 264 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 2) 525 205 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 4 591 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre régional de lutte contre le cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0251 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 69 363 € soit :

69 363 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

69 363 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0252 du 18 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par le SINCAL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 648 138 € soit :

1) 2 396 509 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 181 868 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

7 616 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

206 626 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
399 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 5 113 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 246 516 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
Article 2 : Le présent arrêté est notifié au SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0253 du 19 mars 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2013, par la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 230 325 € soit :

- 1) 230 119 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
228 358 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
1 761 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2) 206 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE L'ACCES A LA SANTE ET DES SOINS DE PROXIMITE

Arrêté N° 2013-0214 du 15 mars 2013 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-5, L. 6314-1 et suivants et R. 6315-1 et suivants ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-809 du 13 juillet 2010 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins ;
VU le décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires ;
VU l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;
VU l'arrêté du 22 septembre 2011 portant approbation de la convention nationale des médecins du 26 juillet 2011 ;
VU l'arrêté du 20 octobre 2011 fixant les règles de traçabilité des appels traités dans le cadre de la permanence des soins en médecine ambulatoire, pris en application de l'article R6315-3 du code de santé publique ;
VU l'avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie en date du 22 janvier 2013 ;

VU les avis sollicités auprès :

- de l'union régionale des professionnels de santé représentant les médecins en date du 14 mars 2013 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins de Meurthe et Moselle en date du 18 décembre 2012 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins de Meuse en date 17 décembre 2012 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins de Moselle en date du 21 décembre 2012 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins des Vosges en date du 20 décembre 2012 ;

VU les avis :

- du comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires de Meurthe et Moselle en date du 18 décembre 2012 ;
- du comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires de Meuse en date du 17 décembre 2012 ;
- du comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires de Moselle en date du 21 décembre 2012 ;
- du comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires des Vosges en date du 20 décembre 2012 ;

VU les avis sollicités auprès :

- du préfet de Meurthe et Moselle en date du 18 décembre 2012 ;
- du préfet de Meuse en date du 17 décembre 2012 ;
- du préfet de Moselle en date du 21 décembre 2012 ;
- du préfet des Vosges en date du 20 décembre 2012 ;

CONSIDERANT le cahier des charges de la permanence des soins en médecine ambulatoire lequel est conforme aux dispositions du code de la santé publique (articles R.6315-1 et suivants du code de la santé publique) ;

CONSIDERANT que l'organisation et les rémunérations inscrites dans ce cahier des charges sont conformes à l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

CONSIDERANT les avis favorables de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie et des comités départementaux de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires des quatre départements lorrains ;

ARRETE

Article 1er : Le cahier des charges régional ci-annexé décrit l'organisation générale de l'offre de soins assurant la prise en charge des demandes de soins non programmés et mentionne les lieux fixes de consultation.

Article 2 : Il précise les horaires de permanence des soins :

- de 20 heures à 8 heures les jours ouvrés,
- les dimanches et les jours fériés de 8 heures à 20 heures,
- le samedi de 12 heures à 20 heures ;

Et pour les jours encadrant les jours fériés :

- les lundis de 8 heures à 20 heures précédant un jour férié (jour férié le mardi),
- les vendredis de 8 heures à 20 heures et samedis matin de 8 heures à 12 heures suivant un jour férié (jour férié le jeudi),
- les samedis matin de 8 heures à 12 heures suivant un jour férié (jour férié le vendredi) ;

Ceci pour les 4 départements de Lorraine.

Article 3 : Il détaille également l'organisation de la régulation des appels.

Article 4 : Il précise les conditions d'organisation des territoires de permanence des soins afférentes à chaque département.

Article 5 : Il mentionne la rémunération forfaitaire des personnes participant aux astreintes de permanence des soins en médecine ambulatoire et à la régulation médicale téléphonique.

Article 6 : Les limites des rémunérations appliquées dans la région doivent être compatibles avec le montant de l'enveloppe déléguée à la région.

Article 7 : Le cahier des charges régional définit les indicateurs de suivi les conditions d'évaluation du fonctionnement de la permanence des soins.

Article 8 : Il prévoit les modalités de recueil et de suivi des incidents relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la permanence des soins.

Article 9 : L'organisation de la permanence des soins fait l'objet d'une évaluation annuelle, afin de vérifier que son fonctionnement est adapté et efficient.

Article 10 : Les arrêtés suivants du directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine sont abrogés :

- n° 2012 02-09 du 9 février 2012 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine ;
- n° 2012 1564 du 27 décembre 2012, portant modification au cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine.

Article 11 : Les caisses primaires d'assurance maladie continuent à verser les indemnisations aux médecins d'astreinte ainsi qu'aux régulateurs.

Article 12 : Les conseils départementaux de l'ordre des médecins sont chargés de vérifier la complétude des tableaux de garde et d'informer, le cas échéant, de l'absence ou de l'insuffisance de médecins volontaires, le Directeur Général de l'agence régionale de santé et le préfet de département.

Article 13 : Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 8 avril 2013, 20h.

Article 14 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Directeur de l'ambulatoire et de l'accès à la santé en lien avec les délégués territoriaux sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 15 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction compétente, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication

Article 16 : Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de région et des 4 Préfectures de département.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine est consultable sur le site de l'ARS via le lien : <http://www.ars.lorraine.sante.fr/Permanence-des-soins-en-medeci.155069.0.html>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

Arrêté n° 2013 – 0137 du 13 février 2013 portant approbation de la convention constitutive du G.C.S. « SOCCLE : Ssr Ohs Croix Rouge Coordonnées en Lorraine pour l'Enfant »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6133-1 et suivants et R 6133-1 et suivants ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé, et aux Territoires ;
VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 susvisée ;
VU l'arrêté du 23 juillet 2010 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;
VU le Projet Régional de Santé de Lorraine publié le 26 juillet 2012 ;
VU la demande présentée le 3 janvier 2013 par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle et la Croix Rouge Française aux fins d'approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « GCS SOCCLE : Ssr Ohs Croix Rouge Coordonnées en Lorraine pour l'Enfant » ;
CONSIDERANT la convention constitutive du GCS SOCCLE signée par ses membres fondateurs le 14 décembre 2012 ;
CONSIDERANT que l'objet de cette convention, son contenu et ses modalités de mise en œuvre sont conformes aux dispositions du Code de la Santé Publique ;
CONSIDERANT que la constitution de ce groupement répond à un objectif d'amélioration de l'offre de soins et de l'activité des institutions partenaires ;

ARRETE**Article 1er : Approbation**

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire dénommé « GCS SOCCLE : Ssr Ohs Croix Rouge Coordonnées en Lorraine pour l'Enfant » est approuvée.

Article 2 : Objet du GCS

Le GCS SOCCLE a pour objet la mutualisation et la complémentarité des moyens visant à développer et améliorer l'offre de soins et l'activité des institutions partenaires fondée sur les compétences spécifiques de leurs membres.

Cette coopération comprend notamment :

- L'organisation de la coopération médicale ;
- La mise en œuvre des éléments techniques et logistiques permettant l'efficacité et la taille critique des installations exploitées ;
- La mutualisation d'instances et de fonctions support ;
- L'organisation des modalités de mutualisation des compétences médicales et non médicales ;
- L'échange autour des activités médico-sociales ;
- Une politique continue d'évaluation et d'amélioration de la qualité du service rendu.

Article 3 : Membre du GCS

Le GCS SOCCLE comprend deux membres :

- L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle,
- La Croix Rouge Française.

Article 4 : Statut

Le GCS SOCCLE est un groupement de coopération sanitaire de moyens de droit privé.

Article 5 : Siège social

Le siège social du groupement est fixé rue du Vivarais à VANDOEUVRE LES NANCY.

Article 6 : Durée du groupement

Le GCS SOCCLE est constitué pour une durée indéterminée.

Article 7 : Voies et délais de recours

Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports, 8 Avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07, pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place de la Carrière – 54 036 NANCY Cedex, pour le recours contentieux.

Article 8 : Exécution

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la région Lorraine et de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 février 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE*Service produits de santé et biologie*

Arrêté N° 2013-0210 du 13 mars 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à THIONVILLE (57100) enregistrée sous le N° 32

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2012-A-119 du 19 Décembre 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Claude d'HARCOURT Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région LORRAINE ;
VU l'arrêté n°2012-0383 en date du 2 mai 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » dont le siège social se situe à Thionville (57100), 13 boucle du Val Marie, enregistrée sous le n°32 ;
CONSIDÉRANT la demande présentée par la société d'avocats « Girault Chevalier Associés », au nom et pour le compte de la SELCA « EVOLAB », le 28 décembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la démission de ses fonctions de cogérant de la société « EVOLAB » de Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, pharmacien ;
- la réduction du capital social de la société ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2012-0383 du 2 Mai 2012 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « EVOLAB »

Siège social : 13 Boucle Val du Marie - 57100 THIONVILLE

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » agréée sous le n°32 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 13 Boucle Val du Marie à Thionville (57100), autorisé sous le n° 57-35 et implanté sur les 20 sites ci-dessous :

- 93 rue du Président Roosevelt 57970 YUTZ
- 30 rue Nationale 57190 FLORANGE
- 17 rue Foch 57190 VILLERUPT
- 1 Place Frédéric Rau 57360 AMNEVILLE
- 13 rue du Maréchal Foch 57700 HAYANGE
- 14 rue Franiatte 57950 MONTIGNY LES METZ
- 49 place Notre Dame 57100 THIONVILLE
- 6 avenue Albert 1er 57100 THIONVILLE
- 27 place de la République 57310 GUENANGE
- 29 rue Jean Moulin 57700 HAYANGE
- ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg 57390 AUDUN LE TICHE
- 13 boucle du Val Marie 57100 THIONVILLE
- 72 avenue des Nations 57970 YUTZ
- 21 route de Guentrange 57100 THIONVILLE
- 8 C rue Raymond Mondon 57120 ROMBAS
- 1 rue de Verclly 57070 METZ
- 8 route de Thionville 57140 WOIPPY
- 33 rue des Cités Basses 54240 JOEUF
- 6 rue Ordener 54400 LONGWY
- 19 rue de Metz 57160 MOULINS LES METZ

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Dominique CABY-BAER, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Bernard BIZE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pascal BOULARD, biologiste médical, Médecin,
- Madame Evelynne ACKERMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric WEHBE, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Laurence LORIDON-AULOGE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pierre BAUDIN, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Serge PICARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sylvain GAMBIRASIO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain NICOLAI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Romane FRIOT, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOLAB » 13 Boucle Val du Marie 57100 THIONVILLE, et dont une copie sera adressée à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- M. le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, de Moselle et de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet de la Moselle et par délégation,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté N° 2013-0211 du 13 mars 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à THIONVILLE (57100) - Autorisation N° 57-35 - N° FINESSE Entité juridique : 57 002 503 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0384 du 2 Mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELCA EVOLAB sis 13 boucle du Val Marie -THIONVILLE (57100), autorisé sous le n°57-35,;

VU l'arrêté n° 2013-0210 du 13 mars.2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sise 13 Boucle du Val Marie -THIONVILLE (57100), enregistrée sous le n°32 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée par la société d'avocats « Girault Chevalier Associés », au nom et pour le compte de la SELCA « EVOLAB », le 28 décembre 2012

CONSIDÉRANT que la demande porte sur la démission de Monsieur Richard ISRAEL de ses fonctions de biologiste coresponsable au sein du laboratoire multi-sites exploité par la SELCA « EVOLAB » à compter du 31 décembre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELCA « EVOLAB » (FINESS Juridique : 570025031) dont le siège social est situé 13 boucle Val du Marie à Thionville (57100) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-35 sur les 20 sites suivants, ouverts au public :

1. 13 boucle du Val Marie à THIONVILLE (57100)
N° FINESS Etablissement : 57 002 510 6
Biologiste présent : Monsieur Guy THOUBANIOUCK
Activités réalisées : Hématologie – Biochimie – Hémostase – Bactériologie – Immunologie – Immunohématologie – Sérologie - Parasitologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00, le samedi de 7h00h à 12h30
2. 93 rue du Président Roosevelt à YUTZ (57970)
N° FINESS Etablissement : 570025049
Biologiste présent : Monsieur Bernard BIZE
Activités réalisées : Chimie- Hématologie – Immunologie – Sérologie - Bactériologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h
3. 30 rue Nationale à FLORANGE (57190)
N° FINESS Etablissement : 570025056
Biologiste présent : Monsieur Pascal BOULARD
Activités réalisées : Immunologie – Sérologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h
4. 17 rue Foch à VILLERUPT (54190)
N° FINESS Etablissement : 540020971
Biologiste présent : Madame Evelyne ACKERMANN
Activités réalisées : toxicologie – immunologie – allergologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h
5. 1 Place Frédéric Rau à AMNEVILLE
N° FINESS Etablissement : 570025064
Biologiste présent : Monsieur Frédéric WEHBE
Activités réalisées : Hématologie - Hémostase.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h
6. 13 rue du Maréchal Foch à HAYANGE (57700)
N° FINESS Etablissement : 570025072
Biologiste présent : Monsieur Pierre BAUDIN
Activités réalisées : Chimie – Hématologie – Immunologie – Sérologie – Bactériologie – Hémostase.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h30
7. 14 rue Franiatte à Montigny-les-Metz (57950)
N° FINESS Etablissement : 570025080
Biologiste présent : Monsieur Serge PICARD
Activités réalisées : Biochimie- Allergologie - Hémostase – Bactériologie - Sérologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19, le samedi de 7h à 12h
8. 49 place Notre Dame à THIONVILLE (57100)
N° FINESS Etablissement : 57 002 627 8
Biologiste présent : Monsieur Frédéric LORIDON
Activités réalisées : Immunologie – Biochimie – Parasitologie – Bactériologie – Hématologie - Hormonologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00
9. 6 avenue Albert 1er à THIONVILLE
N° FINESS Etablissement : 57 002 628 6
Biologiste présent : Monsieur Patrice DE MONCHY
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00
10. 27 place de la République à GUENANGE (57310)
N° FINESS Etablissement : 57 002 629 4
Biologiste présent : Monsieur Jean-François ARGENSON
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30, le samedi de 7h30 à 12h00
11. 29 rue Jean Moulin à HAYANGE (57700)
N° FINESS Etablissement : 57 002 630 2
Biologiste présent : Madame Romane FRIOT
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00
12. ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg à AUDUN LE TICHE (57390)
N° FINESS Etablissement : 57 002 631 0
Biologiste présent : Madame Laurence AULOGE-LORIDON
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00
13. 72 avenue des Nations à YUTZ (57970)
N° FINESS Etablissement : 57 002 511 4

- Biologiste présent : Monsieur Francis GIRONDEL
 Activités réalisées : aucune activité technique
 Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00
14. 21 route de Guenrange à THIONVILLE (57100)
 N° FINESS Etablissement : 57 002 512 2
 Biologiste présent : Monsieur Yves HOUPERT
 Activités réalisées : Biochimie – Hématologie – Immunologie – Enzymologie – Hémostase – Bactériologie - Parasitologie
 Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, le samedi de 7h30 à 12h00
15. 8 C rue Raymond Mondon à ROMBAS (57120)
 N° FINESS Etablissement : 57 002 513 0
 Biologiste présent : Monsieur Dominique CABY-BAER
 Activités réalisées : aucune activité technique
 Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00
16. 1 rue de Verclay à METZ (57070)
 N° FINESS Etablissement : 57 002 514 8
 Biologiste présent : Madame Christelle GUILLON
 Activités réalisées : hématologie – hémostase
17. 8 route de Thionville à WOIPPY (57140)
 N° FINESS Etablissement : 57 002 544 5
 Biologiste présent : Madame Anne LAURENTI
 Activités réalisées : aucune activité technique
 Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h00
18. 33 rue des Cités Basses à JOEUF (54240)
 N° FINESS Etablissement : 54 0021 243
 Biologiste présent : Madame Françoise PETIT
 Activités réalisées : aucune activité technique
 Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, le samedi de 8h00 à 12h00
19. 6 rue Ordener à LONGWY (54400)
 N° FINESS Etablissement : 54 002 280 3
 Biologiste présent : Monsieur Sylvain GAMBIRASIO
 Activités réalisées : aucune activité technique
 Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h30 à 12h00
20. 19 rue de Metz à MOULINS LES METZ (57160)
 N° FINESS Etablissement : 57 002 633 6
 Biologiste présent : Monsieur Alain NICOLAI
 Activités réalisées : aucune activité technique
 Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00, le samedi de 7h00 à 12h00

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Dominique CABY-BAER, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Bernard BIZE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pascal BOULARD, biologiste médical, Médecin,
- Madame Evelyne ACKERMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric WEHBE, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Laurence LORIDON-AULOGE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pierre BAUDIN, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Serge PICARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sylvain GAMBIRASIO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain NICOLAI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Romane FRIOT, biologiste médical, Pharmacien.

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG – pour le recours contentieux.
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOLAB », dont copie sera adressée à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
 - M. le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;
 - M. le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
 - M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
 - M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
- et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,
 Claude d'HARCOURT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Arrêté du 26 février 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9541)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment les articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 1977 du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche portant extension de la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe-et-Moselle ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

VU l'avenant n° 83 du 13 septembre 2012 dont les signataires demandent l'extension ;

VU l'avis d'extension publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle paru le 08 février 2013 ;

VU l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission agricole des conventions et accords) ;

VU l'accord donné conjointement par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité, de l'aménagement du territoire ;

VU l'arrêté n° 12.BI.01 du 16 janvier 2012, portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François RAFFY, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;

ARRETE

Article 1er : Les clauses de l'avenant n° 83 en date du 13 septembre 2012 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, la Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Avenant n° 83 du 13 septembre 2012 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 des exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle - IDCC : 9541

Entre :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Meurthe et Moselle,
 - Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine,
 - La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle,
- d'une part,

et :

- L'Union Régionale des Syndicats F.O.,
 - L'Union Régionale des Syndicats C.F.T.C.,
 - L'Union Départementale des Syndicats C.F.D.T.,
 - L'Union Départementale des Syndicats C.G.T.,
 - Le Syndicat National des Cadres des Entreprises Agricoles C.F.E. – C.G.C.,
- d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Suite à revalorisation du taux du SMIC, les salaires des diverses catégories d'emploi de la convention collective concernant les exploitations de polyculture- élevage et des coopératives d'utilisation du matériel agricole du département de MEURTHE ET MOSELLE sont modifiés comme suit :
Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 9,40 € depuis le 01 juillet 2012.

GRILLE DES SALAIRES DES OUVRIERS REMUNERATION A L'HEURE

POSITIONS			Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I –	Echelon A		9,40 €	1 425,69 €
	Echelon B		9,48 €	1 437,83 €
Niveau II –	Echelon A		9,57 €	1 451,48 €
	Echelon B		9,63 €	1 460,58 €
Niveau III –	Echelon A		9,73 €	1 475,75 €
	Echelon B		9,84 €	1 492,43 €
Niveau IV –	Echelon A		10,13 €	1 536,42 €
	Echelon B		10,40 €	1 577,37 €

GRILLE DES SALAIRES DES OUVRIERS
REMUNERATION A LA TACHE**Chapitre 1 : Base de calcul :**

Base de calcul : taux horaire du Niveau I – Echelon I + indemnité de congés payés de 10 %, soit :

Au 01/07/2012 : 9,40 € + 0,94 € = 10,34 €

Chapitre 2 :

Les normes de cueillette et de récolte, par produit, sont fixées comme suit :

	PRIX A LA CAISSE (caisse = 100 kg)
<u>Mirabelles cueillies</u> : 32 kg/heure	32,31 €
<u>Mirabelles ramassées et triées</u> : 60 kg/heure	17,23 €
<u>Mirabelles tout venant</u> : 90 kg/heure	11,49 €
<u>Mirabelles cueillies sur verger piéton</u>	Gré à gré
<u>Quetsches cueillies</u> : 64 kg/heure	16,16 €
<u>Quetsches ramassées et triées</u> : 80 kg/heure	13,00 €
<u>Quetsches tout venant</u> : 110 kg/heure	9,40 €
<u>Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes</u> :	
- première et dernière semaines de cueillette : 10 kg/heure	103,40 €
- autres semaines : 15 kg/heure	68,93 €
<u>Pommiers de moins de 3 mètres</u> : 130 kg/heure	8,00 €
<u>Pommiers de plus de 3 mètres</u> : 110 kg/heure	9,40 €
<u>Poiriers de moins de 3 mètres</u> : 150 kg/heure	7,00 €
<u>Poiriers de plus de 3 mètres</u> : 130 kg/heure	8,00 €
<u>Framboises de plein air en barquettes</u> : 3,5 kg/heure	295,43 €
<u>Cerises douces</u> : + 3 mètres : 12 kg/heure	86,17 €
- 3 mètres : 15 kg/heure	68,93 €
<u>Cerises acides</u> : 9 kg/heure	114,89 €
<u>Myrtilles</u> : 5.5 kg/heure	188,00 €

Les modalités de rémunération doivent être indiquées dans le contrat de travail écrit.

Un barème devra être remis au salarié lors de l'embauche, lorsqu'il est rémunéré à la tâche.**Chapitre 3 : Pesée**

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée

GRILLE DES SALAIRES DES TECHNICIENS ET AGENTS DE MAITRISE

Nouvelle Classification (Avenant 79 du 17/06/2010)	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151, 67h)
Niveau I Echelon 1 – Technicien I Echelon 2 – Agent de maîtrise et technicien	10,56 € 10,95 €	1 601,64 € 1 660,79 €
Niveau II Technicien Agent de maîtrise	12,35 €	1 873,12 €

GRILLE DES SALAIRES DES CADRES

Nouvelle Classification (Avenant 79 du 17/06/2010)	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67h)
Cadres – Niveau I – Echelon 1	12,61 €	1 912,56 €
Cadres – Niveau I – Echelon 2	13,72 €	2 080,91 €
Cadres – Niveau II	16,81 €	2 549,57 €

Article 2 : Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} septembre 2012 .

Article 3 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Laxou, le 13 septembre 2012.

Suivent les signatures.

SIGNATAIRES de l'AVENANT n° 83 du 13 SEPTEMBRE 2012 à la convention collective concernant les exploitations polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe et Moselle (IDCC :9541)

Organisations patronales	Nom du signataire	Signature
La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de Meurthe et Moselle		
Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagement Ruraux et Forestiers de LORRAINE		
La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle.		
Organisations syndicales de salariés	Nom du signataire	Signature
Union Départementale des syndicats C.F.D.T.		
Union Régionale des syndicats C.F.T.C.		
Union Régionale des syndicats F.O.		
Union Départementale des syndicats C.G.T.		
Le Syndicat National des Cadres et Entreprises Agricoles C.F.E. / C.G.C.		

DIRECTION

Arrêté n° 09/2013 du 22 mars 2013 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;

VU le décret du 22 février 2013 nommant M. Gilbert PAYET, Préfet des Vosges ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

VU l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012-2390 en date du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté n° DCTAJ n° 2012-A-88 en date du 25 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013/760 en date du 18 mars 2013 du Préfet des Vosges ;

VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI Directrice Régionale Adjointe, chargée des fonctions de Responsable du pôle Politique du Travail de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

- BOP 102 : accès et retour à l'emploi
- BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi
- BOP 155 : moyens de fonctionnement des directions régionales, des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- BOP 223 : tourisme
- BOP 305 : stratégie économique et fiscale

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Aloïs KIRCHNER, M. François MERLE, M. Jean-Marie FRANCOIS ;
- pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT ;
- pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN ;
- pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU ;
- pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 111 à M. Marc SONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIMÉ, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 06/2013 en date 14 février 2013 est abrogé

Article 5 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mars 2013

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 10/2013 du 22 mars 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;
VU le code de commerce ;
VU le code de la consommation ;
VU le code du tourisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;
VU le décret du 22 février 2013 nommant M. Gilbert PAYET, préfet des Vosges ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012, complété par l'arrêté préfectoral n° 12.BI.42 en date du 22 août 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-2389 du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2013/759 en date du 18 mars 2013 du Préfet des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI Directrice Régionale Adjointe, chargée des fonctions de Responsable du pôle Politique du Travail de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 07 novembre 2012 nommant Mme Aline BIRCK Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à M. François MERLE, M. Jean-Marie FRANCOIS, M. Aloïs KIRCHNER et Mme Emmanuelle ABRIAL ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à M. Jean-Paul PAOLI ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, subdélégation est donnée à M. Marc SONNET à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIMÉ, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

Article 4 : Mise en œuvre du programme opérationnel 2007-2013 FSE « Compétitivité régionale et emploi ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 2 (arrêté SGAR n° 2012-239 du 26.06.2012) sera exercée par Mme Aline BIRCK, Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI et de Mme Aline BIRCK, l'habilitation consentie sera exercée par M. Jean de ZELICOURT, responsable du Pôle 3E de la DIRECCTE Lorraine ou Mme Annie AIGUIER, directrice des ressources humaines de la DIRECCTE Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aline BIRCK, de M. Jean de ZELICOURT et de Mme Annie AIGUIER, l'habilitation consentie sera exercée par M. Sébastien GALLAND, responsable de la cellule FSE à la DIRECCTE Lorraine, excepté pour : signer les conventions d'attribution FSE avec les maîtres d'ouvrages et procéder au paiement des factures.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 05/2013 en date 14 février 2013 est abrogé.

Article 6 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 22 mars 2013

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Récépissé du 24 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/525087698 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 16/01/2013 par l'entreprise individuelle HUGUIN Christophe (auto-entrepreneur), sise 52 rue du Placieux -Appt 52 - RDC - à NANCY (54000),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur HUGUIN Christophe, sous le n° SAP/525087698.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle HUGUIN Christophe sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre:

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Livraison de courses à domicile,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire,
- Petits travaux de jardinage,
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes,
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 24 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 24 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 31 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/450021449 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

C O N S T A T E,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23/12/2012 par l'entreprise individuelle GEISEL Jean-Yves sise 42 rue de Charmes à BOUXIERES-AUX-DAMES (54136),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur GEISEL Jean-Yves sous le n° SAP/450021449.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle GEISEL Jean-Yves sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage,
- Travaux de petit bricolage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 30 novembre 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 31 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 31 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/352342620 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 08/11/2012 par l'association Présence Verte Lorraine, sise 15 avenue Paul Doumer à VANDOEUVRE (54507),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association Présence Verte Lorraine sous le n° SAP/352342620.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'association Présence Verte Lorraine est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Télé-assistance et visio-assistance.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 12 novembre 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 31 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,

Pour le Directeur du Travail,

Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Le Responsable du pôle emploi,

Raymond DAVID

Récépissé du 31 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/500774765 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 12/11/2012 par la SARL ADOMLOR sise 49 avenue du Général Patton à PONT A MOUSSON (54700),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL ADOMLOR sous le n° SAP/500774765.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon les modes suivants : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par la SARL ADOMLOR sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,

- Livraison de courses à domicile,

- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille,

- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante),

- Collecte et livraison de linge repassé,

- Soutien scolaire à domicile,

- Cours particuliers à domicile,

- Petits travaux de jardinage,

- Travaux de petit bricolage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 30 novembre 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 31 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,

Pour le Directeur du Travail,

Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Le Responsable du pôle emploi,

Raymond DAVID

Récépissé du 1er février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/790580021 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

C O N S T A T E,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23/01/2013 par l'entreprise individuelle OUANES Stéphane (auto-entrepreneur), sise 36 avenue de la Libération à LUNEVILLE (54300),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur OUANES Stéphane, sous le n° SAP/790580021.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'entreprise individuelle OUANES Stéphane est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique à domicile.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er février 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 1er février 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 7 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/502649403 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

C O N S T A T E,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 17/12/2012 par la SARL Environnement 2000 Services, sise 86 rue de Lorraine à COSNES-ET-ROMAIN (54400),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Environnement 2000 Services sous le n° SAP/502649403.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par la SARL Environnement 2000 Services est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19 février 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 7 février 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 7 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/501907109 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 17/12/2012 par la SARL Roville Jardins Services, sise 2 rue des Acacias à ROVILLE-DEVANT-BAYON (54290),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Roville Jardins Services sous le n° SAP/501907109.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par la SARL Roville Jardins Services est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19 février 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 7 février 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 15 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/477779391 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 07/02/2013 par l'entreprise individuelle DURAND Alain (auto-entrepreneur), sise 21 rue Lothaire II à NANCY (54000),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur DURAND Alain, sous le n° SAP/477779391.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle DURAND Alain sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Collecte et livraison de linge repassé,
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Cours particuliers à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Livraison de courses à domicile,
- Livraison de repas à domicile,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire,
- Petits travaux de jardinage,
- Soutien scolaire à domicile,
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 15 février 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 15 février 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé du 15 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789021680 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 10/02/2013 par l'entreprise individuelle GOY Florian (auto-entrepreneur), sise 18 rue Pasteur à PONT SAINT VINCENT (54550).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur GOY Florian, sous le n° SAP/789021680.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle GOY Florian sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille,
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante),
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Cours particuliers à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Livraison de courses à domicile,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire,
- Petits travaux de jardinage,
- Soutien scolaire à domicile,
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 15 février 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 15 février 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé du 15 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/790643886 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 06/02/2013 par l'entreprise individuelle LINDT Floriane (auto-entrepreneur), sise 1 rue des Acacias à THIAVILLE SUR MEURTHE (54120).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame LINDT Floriane, sous le n° SAP/790643886.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle LINDT Floriane sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Collecte et livraison de linge repassé,
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille,

- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante),
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Cours particuliers à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Livraison de courses à domicile,
- Livraison de repas à domicile,
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes,
- Soutien scolaire à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 15 février 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 15 février 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé du 22 février 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/750786147 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 31/01/2013 par la SAS COACH N FORME sise 11 rue Hermite à NANCY (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SAS COACH N FORME, sous le n° SAP/750786147.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SAS COACH N FORME sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille,
- Cours particuliers à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Livraison de courses à domicile,
- Soutien scolaire à domicile,
- Petits travaux de jardinage,
- Travaux de petit bricolage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 22 février 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 22 février 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Décision d'agrément du 12 mars 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Haras Régional de ROSIERES-AUX-SALINES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 7 mars 2013 présentées par Monsieur Alain LEHMANN – gérant du HARAS REGIONAL DE ROSIERES-AUX-SALINES – Maison du Cheval – 1 rue Léon Bocheron – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : Le HARAS REGIONAL DE ROSIERES-AUX-SALINES

Maison du Cheval – 1 rue Léon Bocheron – 54110 ROSIERES AUX SALINES

SIRET 788 596 807 000 16 code APE 0162Z

est agréé en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision d'agrément du 14 mars 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association MY JOB à JARNY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 1er mars 2013 présentées par Monsieur SOREIRA Manuel, directeur de l'association MY JOB – 40 bis avenue Wilson – 54800 JARNY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association MY JOB - 40 bis avenue Wilson – 54800 JARNY

SIRET 789 598 331 000 13 code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 14 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

AFFAIRES JURIDIQUES ET MARCHES PUBLICS

Arrêté DREAL-2013-01 du 15 mars 2013 portant subdélégation de signature

La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté SGAR n° 551 du 31 décembre 2012 portant organisation de la DREAL Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012 modifié de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,

ARRETE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à **MM. Guy LAVERGNE** et **Samuel MEUNIER**, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012 modifié.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012 modifié, dans les conditions et limites suivantes :

1 - mines et sécurité dans les carrières :

1-1 : mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement ;

1-2 : gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;

1-3 : application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

Agents	Actes		
	1-1	1-2	1-3
M. T. AILLERET , chef de service « PR »	•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•
Mme P. HANOCQ , Chef de la division « risques miniers et sous-sol »	•	•	•
M. R. MAZZOLENI , chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•	•
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•
M. M. KHEDJOUT , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•

2 - équipements sous pression de vapeur ou de gaz :

2-1 : enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;

2-2 : décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926, du décret du 18 juillet 1943 et de l'arrêté du 23 juillet 1943 ;

2-3 : accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;

- 2-4 : autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;
 2-5 : autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;
 2-6 : prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;
 2-7 : agrément de bouteilles d'acétylène ;
 2-8 : agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;
 2-9 : décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;
 2-10 : décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables).

Agents	Actes									
	2-1	2-2	2-3	2-4	2-5	2-6	2-7	2-8	2-9	2-10
M. T. AILLERET , chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J. MOLE , chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. C. DROIT , ingénieur à la division « RTI »	•									
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

3 - Canalisations :

- 3-1 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;
 3-2 : autorisations et renoncations des canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;
 3-3 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;
 3-4 : surveillance, contrôles et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Agents	Actes			
	3-1	3-2	3-3	3-4
M. T. AILLERET , chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. J. MOLE , chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)				•
M. M. COURTY , chef de la division « impact »	•	•	•	
M. C. DROIT , ingénieur à la division « RTI »				• (surveillance)
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•

4 - Véhicules et transport routier :

- 4-1 : réceptions et homologations des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques ;
 4-2 : réceptions des citernes de transports de matières dangereuses ;
 4-3 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes ;
 4-4 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage ;
 4-5 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route ;
 4-6 : agrément des contrôleurs et des centres de contrôle technique de véhicules poids lourds à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission ;
 4-7 : surveillance des centres de contrôle technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant ;
 4-8 : surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

Agents	Actes							
	4-1	4-2	4-3	4-4	4-5	4-6	4-7	4-8
Mme B. AGAMENNONE , chef du service « transports, infrastructures et déplacements »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. OURY , chef de la division « contrôle des véhicules » (DCV)	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. SERRE , chef du pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme P. SAR , chef du pôle « contrôle des TMD »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. RAUBER , technicien au pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. A. LANDCKOCZ , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. M. ALBRECHT , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. C. DEREANT , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. F. HAUTTEMENT , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	

M. M. MANSOUR , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. CODET , coordonnateur du pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. LASSERRE , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. DUFOIR , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						
Mme R. SCHEFFER , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						

5 – Environnement industriel et déchets :

- 5-1 : validation des déclarations des émissions annuelles de CO₂ déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
- 5-2 : actes et décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006 ;
- 5-3 : demandes de compléments relatives aux dossiers de demande d'autorisation ou d'enregistrement présentés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- 5-4 : demande de dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation quand l'installation dont l'enregistrement est sollicité ne relève pas de ce dernier régime ;
- 5-5 : confirmation à l'exploitant du caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement.

Agents	Actes				
	5-1	5-2	5-3	5-4	5-5
M. T. AILLERET , chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•
M. M. COURTY , chef de la division « impact »	•	•	•	•	•
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•

6 – Evaluation environnementale des projets :

- 6-1 : information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement) ;
- 6-2 : accusé de réception des demandes d'examen préalable « cas par cas », demande de compléments, arrêtés décidant de la nécessité ou non de produire une évaluation environnementale, traitement des contentieux afférents ;
- 6-3 : saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base ;
- 6-4 : formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement ;
- 6-5 : transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

Agents	Actes				
	6-1	6-2	6-3	6-4	6-5
M. T. AILLERET , chef de service adjoint, service « PR »	•		•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•		•	•	•
M. M. COURTY , chef de la division « impact »	• (ICPE)		• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. J. MOLE , chef de la division « RTI »	• (ICPE)		• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	• (ICPE)		• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. M. KHEDJOUT , adjoint au chef de l'UT 54/55	• (ICPE)		• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
Mme D. ESTIENNE , chef du service « connaissance, évaluation et stratégie du DD »	•	•		•	•
M. R. MARCELET , chef de la division « évaluation et stratégie du DD »	•	•		•	•

7 – Energie

- 7-1 : décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz ;
- 7-2 : accusés de réception, saisines, consultations et autres correspondances intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;
- 7-3 : décisions de toute nature intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;
- 7-4 : délivrance des certificats d'économie d'énergie ;
- 7-5 : délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

Agents	Actes				
	7-1	7-2	7-3	7-4	7-5
Mme G. LEJOSNE , chef du service « Climat, Energie, Logement, Aménagement » (CELA)				•	•
M. T. AILLERET , chef du service « PR »	•	•	•		
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		

M. J. MOLE , chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI) (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		
M. M. COURTY , chef de la division « impact » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)	•	•	•		
Mme P. HANOCQ , Chef de la division « risques miniers et sous sol », service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		
M. J.-L. GEISLER , responsable du pôle « infrastructures » du service « PR »		•			
M. G. PRINCIPATO , ingénieur au service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. GEISLER)		•			

8 – Protection des espèces

- 8-1 : décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé ;
8-2 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas* par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
8-3 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
8-4 : décisions relatives au transport et à l'exposition au public des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L411-2 du code de l'environnement ;
8-5 : décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement ;
8-6 : décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés ;
8-7 : décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;
8-8 : décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées.

Agents	Actes							
	8-1	8-2	8-3	8-4	8-5	8-6	8-7	8-8
Mme M-P. LAIGRE , chef de service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. A. LERCHER , adjoint au chef du service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. L. CHRÉTIEN , chef de la division "gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux"	•	•	•	•	•	•	•	•

Article 3 : L'arrêté DREAL – 2012 – 23 du 11 septembre 2012 est abrogé à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 4 : La Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
E. GAY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Aménagement foncier/N° 076 du 1er mars 2013 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de BECHAMPS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le Code Rural – Livre 1er (nouveau) – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;
VU la Loi n° 93-24 du 08/01/1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;
VU le décret n° 95.88 du 27/01/1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29/03/1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03/01/1992 sur l'Eau ;
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 22/12/2005 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;
VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 27/06/2012 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections suivantes :

- Territoire de la commune de BECHAMPS
- Sections ZH – ZI – ZK – ZL – ZM – ZN – ZO – ZP – ZR – ZS
Territoire de la commune de BUZY
- Section YA
Territoire de la commune de LANHERES
- Section YB - YC
Territoire de la commune de MOUAVILLE
- Section YA

Territoire de la commune de GONDRECOURT - AIX
- Section YC

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de BECHAMPS le 12 mars 2013. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de BRIEY le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : L'association foncière et les communes de BECHAMPS, BUZY et MOUAVILLE sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :

Tous les travaux d'entretien des cours d'eau seront réalisés conformément aux termes de l'article L. 215-14 du code de l'environnement : enlèvement des embâcles flottants ou non (dessouchage des arbres et arbustes situés dans le lit mineur), élagage ou recepage de la végétation des rives. Tout obstacle gênant l'écoulement des eaux sera enlevé mais la ripisylve existante sur les rives sera maintenue.

Les travaux d'entretien des différents ruisseaux seront guidés par l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir au préalable.

Des ouvrages de franchissement de cours d'eau seront créés. Les ponts seront positionnés au minimum à 10 mètres de tout méandre, afin de ne pas créer de futures érosions de berges. Le positionnement longitudinal de ces ouvrages (pente et calage du coursier) devra être adapté de façon à garantir la continuité écologique ; pour cela, le radier devra être situé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et être recouvert d'un substrat de même nature que celui-ci. De plus, un aménagement d'un lit d'étiage de façon à garantir une lame d'eau suffisante à l'étiage devra être réalisé.

Durant les travaux d'entretien de cours d'eau et notamment de création d'ouvrages de franchissement de cours d'eau et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - * par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - * par écoulement de laitance ou ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers ;
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité.

Le service police de l'eau de la DDT de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus au minimum quinze jours avant tout commencement de travaux, et avant chaque réunion de chantier.

Le présent arrêté sera diffusé à l'entreprise mandatée pour la réalisation des travaux, le maître d'ouvrage lui fera signer un récépissé d'accomplissement de cette formalité.

Dans les trois mois après l'achèvement du chantier, le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Briey, le maire de Béchamps, le maire de Buzy, le maire de Lanhères, le maire de Mouaville, le maire de Gondrecourt-Aix, le colonel du groupement de gendarmerie, le président de l'association foncière de remembrement de Béchamps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

au directeur départemental des finances publiques, au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 1er mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Aménagement foncier/N° 081 du 5 mars 2013 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de TRONDES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural – Livre 1er (nouveau) – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;

VU la Loi n° 93-24 du 08/01/1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27/01/1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29/03/1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03/01/1992 sur l'Eau ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 22/12/2005 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 27/06/2012 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de TRONDES

- Section ZL

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de TRONDES le 14 mars 2013.

A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de Toul le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Sous-Préfet de Toul, le Maire de Trondes, le Colonel du Groupement de Gendarmerie, le Président de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

au directeur départementale des finances publiques, au Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; au Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, au Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 5 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Aménagement foncier/N° 086 du 8 mars 2013 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de THUMEREVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural – Livre 1er (nouveau) – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;

VU la Loi n° 93-24 du 08/01/1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27/01/1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29/03/1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03/01/1992 sur l'Eau ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 22/12/2005 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération, modifié par arrêté préfectoral en date du 22/01/2009 ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 27/06/2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections suivantes :

Territoire de la commune de THUMEREVILLE

- Sections ZI – ZK – ZL – ZM – ZN – ZO – ZP – ZR

Territoire de la commune de OLLEY

- Section YA

Territoire de la commune de ABBEVILLE LES CONFLANS

- Section YB

Territoire de la commune de MOUAVILLE

- Section YB

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de THUMEREVILLE le 14 mai 2013.

A cette même date, sera déposé pour publication au Service de la Publicité Foncière de BRIEY le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : L'association foncière et les communes de THUMEREVILLE et OLLEY sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :

Tous les travaux d'entretien des cours d'eau seront réalisés conformément aux termes de l'article L. 215-14 du code de l'environnement : enlèvement des embâcles flottants ou non (dessouchage des arbres et arbustes situés dans le lit mineur), élagage ou recepage de la végétation des rives. Tout obstacle gênant l'écoulement des eaux sera enlevé mais la ripisylve existante sur les rives sera maintenue.

Les travaux d'entretien des différents ruisseaux seront guidés par l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir au préalable.

Des ouvrages de franchissement de cours d'eau seront créés. Les ponts seront positionnés au minimum à 10 mètres de tout méandre, afin de ne pas créer de futures érosions de berges. Le positionnement longitudinal de ces ouvrages (pente et calage du coursier) devra être adapté de façon à garantir la continuité écologique ; pour cela, le radier devra être situé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et être recouvert d'un substrat de même nature que celui-ci. De plus, un aménagement d'un lit d'étiage de façon à garantir une lame d'eau suffisante à l'étiage devra être réalisé.

Durant les travaux d'entretien de cours d'eau et notamment de création d'ouvrages de franchissement de cours d'eau et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - * par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - * par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers ;
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité.

Le service police de l'eau de la DDT de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus au minimum quinze jours avant tout commencement de travaux, et avant chaque réunion de chantier.

Le présent arrêté sera diffusé à l'entreprise mandatée pour la réalisation des travaux, le maître d'ouvrage lui fera signer un récépissé d'accomplissement de cette formalité.

Dans les trois mois après l'achèvement du chantier, le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Briey, le maire de Thumeréville, le maire de Olley, le maire de Abbeville-les-Conflans, le maire de Mouaville, le colonel du groupement de gendarmerie, le président de

l'association foncière de remembrement de Thumeréville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

au directeur départemental des finances publiques, au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 8 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 479 du 6 mars 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BRAINVILLE - ALLAMONT – THUMEREVILLE - PARFONDRUPT – VILLERS SOUS PAREID – Demande d'autorisation d'exploiter n° 3416

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/11/2012 par Mme POUILLION Marie-José à ALLAMONT concernant 150,04 ha situés à BRAINVILLE - ALLAMONT – THUMEREVILLE – PARFONDRUPT et VILLERS SOUS PAREID ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 11/12/2012 sur la demande précitée,

VU l'avis favorable du préfet de la Meuse en date du 04 mars 2013,

D E C I D E

Article 1er : Mme POUILLION Marie-José est autorisée à exploiter 150,04 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mme POUILLION Marie-José.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Mme POUILLION Marie-José, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BRAINVILLE - ALLAMONT – THUMEREVILLE – PARFONDRUPT et VILLERS SOUS PAREID pour affichage.

Nancy, le 6 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/077 du 7 mars 2013 portant dissolution de l'association foncière de SELAINCOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21/02/2013 portant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 1973 portant institution d'une association foncière dans la commune de SELAINCOURT ;

VU la délibération du 07 novembre 2011 du bureau de l'association foncière de SELAINCOURT décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 18 novembre 2011 du conseil municipal de SELAINCOURT acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'acte administratif publié aux hypothèques de TOUL le 20 septembre 2012 ;

CONSTATANT que l'association foncière de SELAINCOURT n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : L'association foncière de SELAINCOURT est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de SELAINCOURT est transféré à la commune de SELAINCOURT qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de SELAINCOURT sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de SELAINCOURT.

Article 4 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SELAINCOURT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 7 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Eric MEYNARD

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/082 du 12 mars 2013 approuvant les statuts de l'association foncière de FRIAUVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du

1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 1962 portant institution de l'association foncière de FRIAUVILLE ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de FRIAUVILLE en date du 29 avril 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de FRIAUVILLE en date du 29 janvier 2013 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de FRIAUVILLE ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 19 février 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de FRIAUVILLE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 29 janvier 2013, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de FRIAUVILLE, adressé au président de l'association foncière de FRIAUVILLE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 12 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2013/DDT54/AFC/n° 101 du 12 mars 2013 modifiant la commission départementale de la consommation des espaces agricoles

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche, notamment son article L112-1-1,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L111-1-2, L122-3, L122-13, L123-6, L123-9 et L124-2,

VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,

VU le décret n° 2011-189 du 16 février 2011 relatif à la commission départementale de la consommation des espaces agricoles,

VU l'arrêté préfectoral du 08 juin 2011 portant création de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles,

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2013 établissant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles dans le département de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 08 juin 2011 portant création de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles est modifié comme suit :

Les présidents des organisations syndicales départementales représentatives au niveau départemental habilitées en application de l'article 1er du décret no 90-187 du 28 février 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions, ou son représentant sont :

- M. le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant,
- M. le président des jeunes agriculteurs ou son représentant,
- M. le président de la coordination rurale de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le président de la confédération paysanne ou son représentant.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 12 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/124 du 19 mars 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de ANSAUVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 mars 2013 portant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 avril 1965 portant institution de l'association foncière de ANSAUVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de ANSAUVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 14 mars 2013 du président de l'association foncière de ANSAUVILLE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de ANSAUVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de ANSAUVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de ANSAUVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 19 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Eric MEYNARD

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Unité forêt chasse

Arrêté n° 143 du 26 mars 2013 portant autorisation du tir de nuit du sanglier avec usage de source lumineuse du 1er avril au 31 mai

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
VU l'arrêté du 19 pluviose an V et notamment son article 5 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la demande de M. le président de la fédération départementale des chasseurs en date du 2 février 2013 ;
VU les secteurs identifiés comme « points noirs » du fait des dégâts de sangliers ;
CONSIDERANT les prélèvements insuffisants de sanglier par la chasse ;
CONSIDERANT la très mauvaise fructification forestière de l'année 2012 qui peut conduire à une recrudescence des dégâts agricoles dans certaines zones ;
CONSIDERANT les dégâts occasionnés par les sangliers dans les cultures et prairies du département, ainsi que l'enjeu de prévenir les dégâts dans les semis de printemps ;
CONSIDERANT que les dégâts occasionnés en 2012 sur les mois de mars, avril, mai représentent 177 000 € pour les communes « point noir » du département soit près de 20% des dégâts annuels de l'ensemble du département ;
VU l'avis de M. le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : M. Patrick MASSENET, président de la fédération départementale des chasseurs, est chargé d'organiser des tirs de sangliers de nuit avec des sources lumineuses du 1er avril au 31 mai 2013. Il se fera assister par les chasseurs dont la liste est annexée au présent arrêté ; cette liste précise le territoire qui est attribué à chacun d'entre eux.

Article 2 : Ce tir de nuit sera mis en œuvre sur les communes suivantes :

ALLAMPS, ALLONDRELLE-LA-MALMAISON, ANSAUVILLE, BADONVILLER, BATTIGNY, BENNEY, BERTRAMBOIS, BEZANGE-LA-GRANDE, BLENOD-LES-TOUL, BOUCQ, BRIEY, BULLIGNY, CIREY-SUR-VEZOUZE, COLOMBEY-LES-BELLES, CREPEY, CREVECHAMPS, DENEUVRE, EUVEZIN, FLIN, GIBEAUMEIX, GONDREVILLE, HENAMENIL, LARONXE, LIVERDUN, LOROMONTZEY, MANONVILLE, MERVILLER, MONTAUVILLE, MOUTIERS, PAGNY-SUR-MOSELLE, PARUX, PETITMONT, SAIZERAIS, SELAINCOURT, SEXEY-AUX-FORGES, SEXEY-LES-BOIS, ST-GERMAIN, ST-REMY-AUX-BOIS, VITERNE, XERMAMENIL.

Article 3 : Ce tir de nuit ne pourra être réalisé que par les chasseurs autorisés. Ils devront être titulaires du permis de chasse, disposer d'une assurance chasse couvrant ce type de tir, avoir bénéficié d'une formation spécifique dispensée par la fédération des chasseurs de Meurthe-et-Moselle. Ces chasseurs devront être porteurs du présent arrêté préfectoral et devront le présenter à toute réquisition de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, de la gendarmerie ou d'un lieutenant de louveterie. Le chasseur peut être accompagné par un auxiliaire, figurant dans la liste annexée, autorisé à utiliser la source lumineuse uniquement en présence du chasseur autorisé. L'auxiliaire n'est pas autorisé à tirer, ni à être muni d'une arme.

Article 4 : Les tirs ne peuvent avoir lieu que depuis un poste fixe matérialisé de main d'homme, ce poste est surélevé sauf si la topographie ne l'exige pas. La fédération des chasseurs de Meurthe-et-Moselle est chargée de s'assurer sur place que ces postes de tir sont compatibles avec des conditions optimales de sécurité. La fédération des chasseurs établira une cartographie de la localisation des postes qu'elle transmettra à la direction départementale des territoires et à l'ONCFS.

Article 5 : Les postes fixes seront implantés sur ou à proximité des cultures à protéger ou des passages empruntés par les animaux pour s'y rendre.

Article 6 : Le tireur devra utiliser une arme à canon rayé équipée d'une lunette de tir et sans bretelle. Les tirs devront être fichés et de courte distance. Tout déplacement du tireur devra se faire avec l'arme déchargée et sous étui. Le tireur devra être équipé d'une source lumineuse.

Article 7 : La recherche d'un sanglier blessé lors du tir de nuit se fera de jour avec l'aide d'un chien de sang.

Article 8 : Avant chaque sortie, les chasseurs d'une même commune se coordonnent et sont chargés de prévenir la brigade de gendarmerie concernée ainsi que l'office national de la chasse et de la faune sauvage avant 18h par e-mail (sd54@oncfs.gouv.fr) ou par fax (03.83.73.09.73).

Article 9 : Après chaque sortie, le chasseur adressera par e-mail (sd54@oncfs.gouv.fr) ou par fax (03.83.73.09.73) à l'office national de la chasse et de la faune sauvage un compte rendu d'exécution mentionnant les animaux vus, le nombre de tir et le nombre d'animaux tués.

Article 10 : L'office national de la chasse et de la faune sauvage est en charge du contrôle de cette mesure.

Article 11 : L'autorisation de tir peut être suspendue à tout moment pour tout ou partie des personnes autorisées.

Article 12 : Cet arrêté est susceptible de recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut prendre la forme d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 13 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme et MM. les sous-préfets ainsi que le président de la fédération départementale des chasseurs sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la fédération départementale des chasseurs, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et dont ampliation sera adressée au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur départemental de la sécurité publique, au président de la chambre départementale d'agriculture, au président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, au président des jeunes agriculteurs 54, au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, mesdames et messieurs les maires des communes listées à l'article 2 pour affichage en mairie et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

L'annexe est consultable à la DDT - service AFC.

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté d'approbation du 14 mars 2013 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de DIEULOUARD

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 prescrivant un PPR inondation sur la commune de DIEULOUARD ;

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 10 février 2012 ;

VU l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture en date du 19 mars 2012 et l'avis réputé favorable du Centre Régional de la Propriété Forestière ;

VU le rapport et les conclusions motivés de Monsieur le Commissaire enquêteur en date du 3 décembre 2012 ;

VU le rapport de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Dieulouard tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Dieulouard pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Dieulouard, à la Direction Départementale des Territoires et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

- Monsieur le Chef du Service Interministériel de la Défense et de la Protection Civile.

Nancy, le 14 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté NBP – 2013-06 du 20 mars 2013 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de BATTIGNY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre II du Livre I du Code Rural (parties Législative et Réglementaire) ;

VU le code de l'environnement, parties législatives et réglementaires dans ses :

- Livre II - titre I relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 (relatifs aux installations, activités et travaux soumis à autorisation ou déclaration), L212-1 à L. 212-3 et L. 212-17,

- Livre III relatifs aux espaces naturels et plus particulièrement les articles L. 341-1 et suivants (relatifs aux monuments naturels et sites classés), les articles L. 361-1 et suivants (relatifs à l'accès à la nature),

- Livre IV - titre I relatif à la protection de la faune et de la flore, et notamment les articles L. 411-1 et L. 411-2 et les articles L. 414-1 à L. 414-7,

- Livre V – titre VI relatif à la prévention des risques naturels, et notamment son article L. 562-1,

- L. 341-1 et suivants relatifs aux monuments naturels et sites classés ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 122-1 et suivants (relatifs aux schémas de cohérence territoriale), L. 123-1 et suivants (relatifs aux plans locaux d'urbanisme), L. 130-1 (classement des espaces boisés) et L123-1-5 (protection des éléments du paysage présentant un intérêt écologique) ;
VU le code du patrimoine et notamment ses articles L. 510-1 et suivants concernant l'archéologie préventive, L.531-14 relatifs aux découvertes fortuites, L. 544-3 et L. 544-4 relatifs aux sanctions encourues, L. 621-31 et suivants relatifs aux périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits et les articles L. 641-1 à L. 642-7 relatifs aux espaces protégés ;
VU le code forestier et en particulier ses articles L. 341-1 et suivants, L. 342-1 relatif aux défrichements soumis ou non à autorisation préalable et L. 214-13 relatif au défrichement et aux forêts relevant du régime forestier ;
VU la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU la directive 79-409-CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
VU la directive 92-43-CEE du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats ainsi que de la faune et la flore sauvages ;
VU l'arrêté SGAR n° 2009-523 du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
VU l'arrêté ministériel du 3 janvier 1994 relatifs à la liste des espèces végétales protégées en région Lorraine complétant la liste nationale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 rectifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'étude d'aménagement prévue à l'article L. 121-1 du code rural et réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 121-20 du code rural, en ce qui concerne les recommandations pour la détermination et la conduite des opérations quant à la prévention des risques naturels relatifs notamment à l'érosion des sols, quant à l'équilibre de la gestion des eaux, à la préservation des espaces naturels remarquables ou sensibles, des paysages et des habitats des espèces protégées ainsi qu'à la protection du patrimoine rural ;
VU les propositions de prescriptions émises, en application de l'article L. 121-14 I et l'art. R. 121-20-1 du code rural, par la commission communale d'aménagement foncier de la commune de BATTIGNY dans la séance du 16/09/2010 ;
VU les avis sollicités auprès des conseils municipaux des communes concernées par l'aménagement foncier et potentiellement impactées par les travaux futurs, à savoir : BATTIGNY, LAOEUF ;
VU l'étude de chute de masses rocheuses réalisée en avril 2008 par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) ;
VU le périmètre de l'opération d'aménagement foncier adopté au vu des résultats de l'enquête publique par la commission communale d'aménagement foncier du 16/09/2010 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Périmètre d'application des prescriptions

Les prescriptions ci-dessous s'appliquent au territoire inclus dans le périmètre d'étude (périmètre mis à enquête publique) de la proposition d'aménagement foncier agricole et forestier envisagé dans la (ou les) commune(s) de BATTIGNY, LAOEUF et GELAU COURT. Ce périmètre et les prescriptions sont cartographiés dans les annexes 1 et 2 ci-jointes.

Article 2 : Prescriptions

Les prescriptions, que la commission communale d'aménagement foncier devra respecter en application de l'article R. 121-22 du code rural, sont fixées comme suit :

A. Volet « risques naturels et érosion »

D'après l'étude du BRGM réalisée en avril 2008, des phénomènes de chute de masses rocheuses peuvent concerner le territoire de BATTIGNY. Les protections naturelles des sols et les obstacles à l'érosion (vergers, boisements et talus) devront être maintenus

Dans le secteur à forte pente entre le bois et le village (cf. carte annexée) la vocation des bois, vergers et des prés devra être préservée. Aucun chemin ni fossé ne devront être créés dans les 2 talwegs. Les chemins de desserte des vergers devront être le plus possible parallèles aux courbes de niveau. Des haies buissonnantes, constituées d'espèces ayant un développement touffu dès la base, devront être implantées perpendiculairement à la ligne de plus grande pente, en amont des zones habitées, notamment en bordure de voirie. Ce réseau de haies devra être plus dense dans les talwegs.

Dans tout le secteur à forte pente, situé au sud-ouest de la route joignant Vandéleville à Favières, le parcellaire sera travaillé pour permettre une exploitation perpendiculaire au sens de la pente. Les grandes longueurs des parcelles devront être perpendiculaires au sens de la pente.

B. Volet eau :

Intervention dans le lit mineur d'un cours d'eau

Les interventions dans le lit mineur des cours d'eau seront limitées à un entretien (CF. article L. 215-14 du Code de l'Environnement) ayant pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon potentiel écologique notamment, par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation de rives.

Tout élargissement du profil en travers des cours d'eau et toute modification de leur profil en long, en dehors des ouvrages de franchissement, est interdit.

Le réseau de cours d'eau est reporté sur la carte annexée au présent arrêté.

A l'issue de l'aménagement foncier, les ripisylves devront couvrir 50% du linéaire des cours d'eau principaux. Elles peuvent être discontinues. Pour y parvenir, l'étude d'impact devra vérifier si cet objectif est atteint par cours d'eau principal et sinon, définir les secteurs où des ripisylves devront être créées en privilégiant les cours d'eau dénudés.

Les ripisylves, prévues dans le programme de travaux projeté par l'Association Foncière ou la Commune, devront être composées d'espèces arbustives ou arborescentes locales adaptées aux zones humides ; les peupliers et les conifères y sont interdits. La partie de la bande non couverte par une végétation arbustive ou arborescente devra être enherbée.

Les ripisylves existantes ou créées devront être entretenues et protégées soit en attribuant leurs emprises à un maître d'ouvrage public (au minimum 3 mètres d'un côté ou de l'autre) soit par les mesures de protection prévues à l'article L. 126-3 du code rural.

Ouvrages de franchissement des cours d'eau

Dans le cadre de la modification ou de la restauration du réseau de la voirie, il conviendra de rétablir systématiquement les écoulements naturels par la création d'ouvrage de franchissement adaptés.

Ces ouvrages devront respecter les prescriptions des arrêtés ministériels du 28 novembre 2007 et du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant respectivement des rubriques 3.1.2.0 (2°) et 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Ils devront notamment respecter l'article 6 de l'arrêté du 28 novembre 2007 sur la rubrique 3.1.2.0, à savoir être positionné de façon à garantir la continuité écologique, avec le radier calé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et recouvert d'un substrat de même nature que celui du cours d'eau.

Assainissement :

La réserve foncière pour implanter le futur système d'épuration des eaux usées devra être dans un secteur permettant un rejet dans un cours d'eau à écoulement permanent et en dehors des zones humides qui doivent être préservées en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement. et du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse.

Zone humide :

Au vu de leurs nombreuses fonctionnalités, la préservation des zones humides remarquables ou ordinaires est un enjeu majeur, du SDAGE Rhin-Meuse en particulier (disposition T3-O7.4-D2). Les atteintes à ces milieux doivent en premier lieu être évitées.

Tout dépôt de matériaux même temporaire en zone humide est interdit, en particulier pendant la phase de travaux connexes.

La pérennisation des zones humides répertoriées notamment au lieu dit « Noyon Pré » devra être assurée en privilégiant si possible une attribution des dites parcelles à un maître d'ouvrage public pour une gestion conservatoire ou à défaut à un éleveur pour maintien du caractère prairial de la zone (cf. annexe n°2).

Une attention particulière sera portée aux prairies à colchiques (prairies mésophiles) identifiées dans l'état initial.

C. Volet environnemental :

1. Habitats et espèces et protégés

Des habitats et nombre d'espèces patrimoniales et/ou protégées (chat sauvage, chauve souris, plantes, odonates, amphibiens, poisson et oiseaux) sont présents sur le périmètre d'aménagement.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article L 411-1 du code de l'environnement, la destruction, le prélèvement la capture de spécimens d'espèces protégées faune et flore, y compris la destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales, sont interdits.

Des dérogations peuvent toutefois être autorisées en application de l'article L. 411-2 4° du code de l'environnement dans le cas d'un intérêt public majeur et ce, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle. Il appartiendra à la CCAF de démontrer cet intérêt majeur sans lequel aucune autorisation ne pourra être délivrée ultérieurement.

Les autorisations relèvent d'une décision préfectorale sauf pour certaines espèces faisant partie de la liste fixée par l'arrêté du 9 juillet 1999 des espèces de vertébrés menacés d'extinction.

A noter qu'un certain nombre d'espèces présentes dans le périmètre de l'aménagement foncier requiert une attention particulière :

- Le chat sauvage : espèce protégée et inscrite à l'Annexe IV de la directive « Habitats, Faune, Flore » ;

- Chauve souris : Le petit rhinolophe inscrits à l'annexe II de la directive « Habitats, Faune, Flore » et qui a contribué à classer le site en Zone Spéciale de Conservation au titre de Natura 2000

Avifaune : certaines espèces ont un statut :

d'espèce menacée sur la liste rouge des oiseaux nicheurs de France Métropolitaine comme le Torcol fourmilier, le Moineau friquet, la Pie-grièche à tête rousse (espèce emblématique des vergers lorrains), le Bruant jaune.

ou plus préoccupant, d'espèce vulnérable :

- Milan royal (également classé vulnérable sur la liste des oiseaux hivernants et inscrit à l'annexe I de la directive « Oiseaux ».

- Linotte mélodieuse.

La grande diversité des milieux et la présence d'espaces boisés, d'une large ceinture de vergers sont favorables à cette diversité faunistique. Le travail du géomètre devra autant que possible permettre la réalisation d'échanges de parcelles supportant les mêmes pratiques agricoles, notamment pour les vergers, les prairies, limitant ainsi les risques d'impacts sur certaines espèces patrimoniales et/ou protégées.

Le dossier d'étude d'impact de l'AFAF devra présenter une rubrique sur les espèces protégées (faune et flore) plus particulièrement, un état initial complet et actualisé, de la faune et de la flore en spécifiant le statut de protection éventuelle et l'état de conservation des espèces, les impacts potentiels de l'AFAF sur ces espèces et les mesures qui seront adaptées pour supprimer, réduire voire compenser ces impacts.

2. Espaces naturels remarquables et Natura 2000

Le Site Natura 2000 « Gîtes à Chiroptères autour de la colline de Sion » intègre le Presbytère de Battigny de par la présence d'une colonie de Petits Rhinolophes

Le réseau de prés – vergers – haies du front de côte et de l'ancienne voie ferrée inclus dans le périmètre d'aménagement foncier, constitue un ensemble de corridors écologiques tout en tenant lieu de territoire de chasse des chiroptères.

A ce titre le document d'objectifs (DOCOB) du site approuvé par le Préfet précise des objectifs de conservation des chiroptères dont la présence dépend notamment de la disponibilité en gîtes, de leur tranquillité et de la qualité des milieux de chasse environnants.

A noter en particulier que la continuité des corridors écologiques est importante car un vide de 10 m semble redhibitoire pour l'espèce précédemment citée.

Il apparaît ainsi nécessaire de :

- pérenniser le corridor boisé de l'ancienne voie ferrée, au moyen d'un classement au titre de l'article L126-6 du code rural et/ou par attribution des parcelles à la commune ;

- Encourager le maintien de la vocation prairiale du front de côte avec la mosaïque de vergers, de bois et de haies par un système de réattribution/échange.

- Encourager la replantation de vergers sur le front de côte et aux abords de la voie ferrée en privilégiant des arbres fruitiers « haute tiges » et en prenant en compte la continuité des corridors écologiques ;

A noter enfin, qu'au titre de l'article R. 414-19 du Code de l'environnement, la procédure d'aménagement foncier devra faire l'objet d'une évaluation d'incidence en tant que projet devant faire l'objet d'une étude d'impact au titre des articles R. 122-2 et R. 122-3.

L'objectif sera de démontrer au regard des objectifs de conservation du site, l'absence d'impact significatif sur l'état de conservation des habitats biologiques et des espèces d'intérêt communautaire ayant servi à la désignation du site.

3. Bois, vergers et haies

Des natures de culture spécifiques devront être créées pour les bois et les vergers de façon à préserver ce type d'occupation du sol.

Haies et ripisylves

Il est souhaitable de pérenniser/maintenir le réseau de haies (et de ripisylves) et de boisements identifiés sur les cartes du COAD (cf annexe n°2).

La conservation de ces linéaires permettra de limiter les impacts sur la faune et la flore tout en continuant à bénéficier de leurs capacités anti-érosives ou brise vent, et de leur fonction paysagère.

Les limites séparatives des nouvelles parcelles devront donc autant que possible s'appuyer sur les éléments linéaires existants du paysage.

Tout linéaire de haies et de talus supprimé dans le cadre des travaux connexes devra être compensé par la création de linéaire de haies de longueur équivalente à minima, le long des chemins par exemple, plantés d'espèces locales et préférentiellement d'arbres de haut jet.

Ces nouveaux linéaires devront être positionnés de manière à maintenir/restaurer les continuités écologiques en privilégiant les points de rupture des corridors: la zone en remblais de l'ancienne voie ferrée au lieu-dit Renard Champ est un point de rupture prioritaire au vu de son état actuel et de la perspective de classement de cette zone. Une végétation concurrentielle constituée d'arbres de haut-jet devra être implantée pour remédier à la présence de Renouée du Japon.

Une restructuration du paysage est par ailleurs souhaitable dans les secteurs les plus dénudés (cf. annexe n°2) : en confortant les éléments naturels existants et en réalisant de nouvelles plantations, tout en assurant la continuité des corridors écologiques.

Un élargissement de la D12 et de la D5 est prévu. Ils devront être réalisés de préférence en préservant les haies existantes c'est-à-dire en privilégiant un élargissement sur le côté dénudé.

Les travaux d'arasements de haie devront intervenir hors période de nidification des oiseaux (c'est à dire de mars à juillet compris), idéalement en janvier/février.

Vergers et prairies

Les vergers et en particulier les zones de vergers traditionnels, doivent être préservés au maximum ainsi que les arbres isolés.

En vue de préserver la vocation de ces zones, les parcelles devront être attribuées préférentiellement aux propriétaires en place, ou éventuellement à des éleveurs pour pâturage pour les parcelles de prés/vergers.

Les travaux dans les vergers devront intervenir hors période de nidification des oiseaux c'est à dire de mars à juillet compris, idéalement en janvier/février.

Les surfaces en prairie et notamment en prairie naturelle de fauche doivent également être préservées au maximum :

- en attribuant les parcelles correspondantes préférentiellement à des éleveurs pour maintenir leur vocation initiale,
- en respectant les limites des prairies naturelles de fauche,
- en évitant de les associer à des parcelles labourables.

En outre, il est souhaitable que l'étude d'impact identifie les arbres présentant un intérêt pour la conservation des espèces cavernicoles. (vieux creux, morts, têtard, etc. pouvant accueillir des moineaux friquets, pie-grièche à tête rousse...). La présence de ce genre d'arbres dans des boisements linéaires, haies ou plantation d'alignement pourra motiver leur protection au titre de l'article L. 126-3 du code rural.

Forêt et boisements non linéaires

Les boisements non linéaires seront préférentiellement attribués aux propriétaires en place ou à des éleveurs lorsqu'ils sont situés dans des prairies pour en assurer le maintien.

Rappel :

les déboisements dans des massifs forestiers d'une surface de plus de 4 ha d'un seul tenant ou dans des massifs relevant du régime forestier doivent faire l'objet d'une autorisation.

Tout défrichement est interdit dans les espaces boisés classés (cf. art. L.130-1 du Code de l'urbanisme) sauf modification du document d'urbanisme ;

Zones constructibles publiques et privées

Le choix des emprises pour d'éventuels aménagements communaux devra prendre en compte la préservation des trames vertes et bleues.

L'orientation des parcelles projetées devra assurer au mieux une transition entre les zones de vergers et d'habitations.

D. Randonnée

Au titre de l'article L. 361-1 du code de l'environnement, la continuité et le rétablissement des chemins de randonnée inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée seront assurées.

E. Volet Archéologie préventive

Si lors de la réalisation des travaux connexes, des vestiges archéologiques sont mis à jour, ils devront être immédiatement signalés au service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

F. Déroulement des travaux

Pendant les travaux, aucun engin ne devra circuler dans le lit des cours d'eau. Les travaux seront exécutés depuis les berges. Tout devra être mis en œuvre pour d'une part empêcher le transport des matières en suspension dans le lit mineur des cours d'eau et d'autre part éviter toute pollution chimique due à l'utilisation des engins.

L'entretien des ripisylves ou de haies et, le cas échéant, la destruction de haies devront s'effectuer en dehors de la période de nidification des oiseaux.

Dans le cas de travaux de replantation dans des secteurs concernés par des espèces invasives, les choix devront s'orienter vers une végétation concurrentielle devant permettre de limiter, voire d'éradiquer d'éventuelles espèces invasives. De même, le transfert des terres contaminées sera évité.

Des mesures pour limiter la dissémination d'éventuelles espèces invasives devront être mises en place pendant la phase des travaux connexes (nettoyage des engins...).

Article 3 : Le présent arrêté est transmis au président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, au maire de chacune des communes concernées par le projet d'aménagement foncier, à la commission communale d'aménagement foncier.

Le présent arrêté sera affiché pendant quinze jours au moins dans les mairies suivantes : BATTIGNY, LALOEUF, GELAU COURT.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, le président de la commission communale d'aménagement foncier de BATTIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Les annexes 1 et 2 jointes au présent arrêté peuvent être consultées à la Direction Départementale des Territoires – Service Environnement - Eau – Biodiversité.

Arrêté NBP – 2013-07 du 20 mars 2013 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de BAGNEUX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre II du Livre I du Code Rural (parties Législative et Réglementaire) ;

VU le code de l'environnement, parties législatives et réglementaires dans ses :

- Livre II - titre I relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 (relatifs aux installations, activités et travaux soumis à autorisation ou déclaration), L. 212-1 à L. 212-3 et L. 212-17,
- Livre III relatifs aux espaces naturels et plus particulièrement les articles L. 341-1 et suivants (relatifs aux monuments naturels et sites classés), les articles L.361-1 et suivants (relatifs à l'accès à la nature),
- Livre IV - titre I relatif à la protection de la faune et de la flore, et notamment les articles L. 411-1 et L. 411-2 et les articles L. 414-1 à L. 414-7,
- Livre V – titre VI relatif à la prévention des risques naturels, et notamment son article L. 562-1,
- L.341-1 et suivants relatifs aux monuments naturels et sites classés ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.122-1 et suivants (relatifs aux schémas de cohérence territoriale), L.123-1 et suivants (relatifs aux plans locaux d'urbanisme), L. 130-1 (classement des espaces boisés) et L.123-1-5 (protection des éléments du paysage présentant un intérêt écologique) ;

VU le code du patrimoine et notamment ses articles L.510-1 et suivants concernant l'archéologie préventive, L.531-14 relatifs aux découvertes fortuites, L. 544-3 et L. 544-4 relatifs aux sanctions encourues, L.621-31 et suivants relatifs aux périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits et les articles L.641-1 à L.642-7 relatifs aux espaces protégés ;

VU le code forestier et en particulier ses articles L. 341-1 et suivants, L. 342-1 relatif aux défrichements soumis ou non à autorisation préalable et L. 214-13 relatif au défrichement et aux forêts relevant du régime forestier ;

VU la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU la directive 79-409-CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU la directive 92-43-CEE du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats ainsi que de la faune et la flore sauvages ;

VU l'arrêté SGAR n° 2009-523 du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

VU l'arrêté ministériel du 3 janvier 1994 relatifs à la liste des espèces végétales protégées en région Lorraine complétant la liste nationale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 rectifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'étude d'aménagement prévue à l'article L. 121-1 du code rural et réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 121-20 du code rural, en ce qui concerne les recommandations pour la détermination et la conduite des opérations quant à la prévention des risques naturels

relatifs notamment à l'érosion des sols, quant à l'équilibre de la gestion des eaux, à la préservation des espaces naturels remarquables ou sensibles, des paysages et des habitats des espèces protégées ainsi qu'à la protection du patrimoine rural ;
VU les propositions de prescriptions émises, en application de l'article L. 121-14 I et l'art. R. 121-20-1 du code rural, par la commission communale d'aménagement foncier de la commune de BAGNEUX dans la séance du 21/06/2010 ;
VU les avis sollicités auprès des conseils municipaux des communes concernées par l'aménagement foncier et potentiellement impactées par les travaux futurs, à savoir : BAGNEUX, BICQUELEY, COLOMBEY LES BELLES, CREZILLES ;
VU le périmètre de l'opération d'aménagement foncier adopté au vu des résultats de l'enquête publique par la commission communale d'aménagement foncier du 14/09/2011 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Périmètre d'application des prescriptions

Les prescriptions ci-dessous s'appliquent au territoire inclus dans le périmètre d'étude (périmètre mis à enquête publique) de la proposition d'aménagement foncier agricole et forestier envisagé dans la (ou les) commune(s) de BAGNEUX, ALLAIN, BULLIGNY, COLOMBEY LES BELLES, CREZILLES. Ce périmètre et les prescriptions sont cartographiés dans les annexes 1 et 2 ci-jointes.

Article 2 : Prescriptions

Les prescriptions, que la commission communale d'aménagement foncier devra respecter en application de l'article R. 121-22 du code rural, sont fixées comme suit :

Volet eau :

Intervention dans le lit mineur d'un cours d'eau

Les interventions dans le lit mineur des cours d'eau seront limitées à un entretien (CF. article L. 215-14 du Code de l'Environnement) ayant pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon potentiel écologique notamment, par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation de rives.

Tout élargissement du profil en travers des cours d'eau et toute modification de leur profil en long, en dehors des ouvrages de franchissement, est interdit.

Le réseau de cours d'eau est reporté sur la carte annexée au présent arrêté.

Le lit de la Bouvade doit être recréé en amont sur tout son cours reporté sur la carte annexée au présent arrêté. La canalisation existante sur le tronçon amont devra être supprimée. Le lit mineur devra être restauré.

En tête de bassins versant, les travaux sur le lit mineur devront être réduits voire se limiter à laisser un fond de vallon enherbé.

A l'issue de l'aménagement foncier, les ripisylves devront couvrir 50% du linéaire des cours d'eau principaux. Elles peuvent être discontinues. Pour y parvenir, l'étude d'impact devra vérifier si cet objectif est atteint par cours d'eau principal et sinon, définir les secteurs où des ripisylves devront être créées en privilégiant les cours d'eau dénudés.

Les ripisylves, prévues dans le programme de travaux projeté par l'Association Foncière ou la Commune, devront être composées d'espèces arbustives ou arborescentes locales adaptées aux zones humides ; les peupliers et les conifères y sont interdits. La partie de la bande non couverte par une végétation arbustive ou arborescente devra être enherbée.

Les ripisylves existantes ou créées devront être entretenues et protégées soit en attribuant leurs emprises à un maître d'ouvrage public (au minimum 3 mètres d'un côté ou de l'autre) soit par les mesures de protection prévues à l'article L. 126-3 du code rural.

Intervention dans le lit majeur d'un cours d'eau

Dans le lit majeur de la Bouvade (zone inondable), les installations et ouvrages devront respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Ils devront notamment :

Les remblais dans le lit majeur seront interdits sauf ceux nécessaires à des travaux, ouvrages ou installations d'intérêt général et après réalisation de mesures compensatoires.

Ouvrages de franchissement des cours d'eau

Dans le cadre de la modification ou de la restauration du réseau de la voirie, il conviendra de rétablir systématiquement les écoulements naturels par la création d'ouvrage de franchissement adaptés.

Ces ouvrages devront respecter les prescriptions des arrêtés ministériels du 28 novembre 2007 et du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant respectivement des rubriques 3.1.2.0 (2°) et 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Ils devront notamment respecter l'article 6 de l'arrêté du 28 novembre 2007 sur la rubrique 3.1.2.0, à savoir être positionné de façon à garantir la continuité écologique, avec le radier calé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et recouvert d'un substrat de même nature que celui du cours d'eau.

Zone humide

Au vu de leurs nombreuses fonctionnalités, la préservation des zones humides remarquables ou ordinaires est un enjeu majeur, du SDAGE Rhin-Meuse en particulier (disposition T3-O7.4-D2). Les atteintes à ces milieux doivent en premier lieu être évitées.

Il conviendra de maintenir en l'état les mares, sur lesquelles aucun comblement ne sera effectué. Les ceintures de végétation autour des mares et étangs devront être préservées.

Une maîtrise foncière publique devra être assurée pour la mare située au lieu-dit « la mare » (parcelles F24 et 29 à BULLIGNY) que la commune de Bulligny souhaite préserver.

Les parcelles comportant des mares, les prairies humides de la vallée de la Bouvade identifiées dans la carte en annexe 2 seront préférentiellement attribuées à des éleveurs pour conservation du couvert actuel. Le drainage de ces zones devra dans la mesure du possible être évité.

Il s'agit en particulier des prairies situées aux lieux dits Passeau Tout Vert, Pré Jeunesse et Pensée ainsi que la zone humide de transition située entre la forêt communale de Bagneux et la Bouvade.

Le boisement ou la remise en culture de ces zones doit être évitée dans la limite du possible.

Les autres parcelles limitrophes de la Bouvade, actuellement en culture seront également préférentiellement attribuées à des éleveurs pour faciliter une éventuelle remise en herbe ultérieure.

A noter que l'assèchement (...) de zones humides est soumis à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau en fonction de la surface asséchée : autorisation si supérieure à 1 ha, déclaration si supérieure à 0.1 ha mais inférieure à 1 ha..

Tout dépôt de matériaux même temporaire en zone humide est interdit, en particulier pendant la phase de travaux connexes.

A. Volet environnemental :

1. Habitats et espèces et protégés :

Des habitats et des espèces patrimoniales et/ou protégées (castor, plantes, odonates, amphibiens, poisson et oiseaux) sont présents ou susceptibles d'être présents sur le périmètre d'aménagement et en particulier dans la vallée de la Bouvade et ses affluents.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, la destruction, le prélèvement la capture de spécimens d'espèces protégées faune et flore, y compris la destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales, sont interdits.

Des dérogations peuvent toutefois être autorisées en application de l'article L. 411-2 4° du code de l'environnement dans le cas d'un intérêt public majeur et ce, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle. Il appartiendra au maître d'ouvrage de démontrer cet intérêt majeur sans lequel aucune autorisation ne pourra être délivrée ultérieurement.

Les autorisations relèvent d'une décision préfectorale sauf pour certaines espèces faisant partie de la liste fixée par l'arrêté du 9 juillet 1999 des espèces de vertébrés menacés d'extinction.

La diversité des milieux dans la vallée de la Bouvade ainsi que la ceinture de vergers autour du village sont favorables à une certaine diversité faunistique. Le travail du géomètre devra autant que possible permettre la réalisation d'échanges de parcelles supportant les mêmes pratiques agricoles, notamment pour les vergers, les prairies, limitant ainsi les risques d'impacts sur certaines espèces patrimoniales et/ou protégées.

2. Bois, vergers et haies

Des natures de culture spécifiques devront être créées pour les bois, les vergers de façon à préserver ce type d'occupation du sol.

Haies

Il est souhaitable de pérenniser/maintenir le réseau de haies et les boisements identifiés sur les cartes du COAD sous l'appellation « à conserver » en particulier celles de la vallée de la Bouvade et la haie existant sur le plateau au lieu-dit « le moulin à vent ».

La conservation de ces linéaires permettra de limiter les impacts sur la faune et la flore tout en continuant à bénéficier de leurs capacités anti-érosives ou brise vent, et de leur fonction paysagère.

Les limites séparatives des nouvelles parcelles devront donc autant que possible s'appuyer sur les éléments linéaires existants du paysage.

Tout linéaire de haies et de talus supprimé dans le cadre des travaux connexes devra être compensé par la création de linéaire de haies de longueur équivalente minima, le long des chemins par exemple, plantés d'espèces locales et préférentiellement d'arbres de haut jet.

Ces nouveaux linéaires devront être positionnés de manière à maintenir/restaurer les continuités écologiques en privilégiant les points de rupture des corridors.

Une restructuration du paysage est par ailleurs souhaitable dans les secteurs les plus dénudés identifiés en annexe 2 en confortant les éléments naturels existants et en réalisant de nouvelles plantations, tout en assurant la continuité des corridors écologiques.

Les secteurs les plus dénudés sont les suivants :

- Au nord du village, les zones de cultures localisées aux lieux-dits « la Charmotte », « le Vic », « le Villé », « Pré notre dame », « Trohaut », « Les Longues Roies »,

- Au sud du village, les zones de cultures correspondant aux actuelles sections ZH et ZE,

Une haie de liaison entre la source de la Bouvade et aux lieux-dits « Hauts de Saux, le château, le Cavé » pourra également être envisagée pour reconnecter la Bouvade « renaturée » aux bosquets situés au niveau du passage au dessus de l'autoroute.

Un élargissement de l'emprise de la RD12 d est envisagé. La nouvelle emprise devra de préférence être conçue de sorte à préserver les haies et les vergers existants.

Les travaux d'arasements de haie devront intervenir hors période de nidification des oiseaux c'est à dire de mars à juillet compris, idéalement en janvier/février.

Vergers et prairies

Les vergers et en particulier les zones de vergers traditionnels, doivent être préservés au maximum ainsi que les arbres isolés.

Dans les secteurs de vergers et de jardins identifiés dans l'état des lieux, les nouvelles attributions devront respecter cette même nature de culture afin de s'assurer du maintien et de l'entretien de ces zones spécifiques ou éventuellement, dans une moindre mesure être attribuées à des éleveurs pour pâturage des parcelles près/vergers.

Le tracé du nouveau chemin de contournement au nord et à l'est du village ne devra pas trop empiéter sur les vergers existants.

Les travaux dans les vergers devront intervenir hors période de nidification des oiseaux (c'est à dire de mars à juillet compris), idéalement en janvier/février.

Les zones de vergers nouvellement créées seront plantées de variétés fruitières de haute tige.

Les surfaces en prairie doivent également être préservées au maximum :

- en attribuant les parcelles correspondantes préférentiellement aux propriétaires en place, ou éventuellement à des éleveurs pour maintenir leur vocation initiale,

- en respectant les limites des prairies naturelles de fauche,

- en évitant de les associer à des parcelles labourables.

En outre, il est souhaitable que l'étude d'impact :

- identifie les arbres présentant un intérêt pour la conservation des espèces cavernicoles. (vieux creux, morts, têtards, etc. pouvant accueillir des moineaux friquets, ...). La présence de ce genre d'arbres dans des boisements linéaires, haies ou plantation d'alignement pourra motiver leur protection au titre de l'article L. 126-3 du code rural.

- établisse une hiérarchisation des vergers en fonction de leur intérêt écologique et en proposant des actions au vu des résultats obtenus.

Forêt et boisements non linéaires

Les boisements non linéaires seront préférentiellement attribués aux propriétaires en place ou à des éleveurs lorsqu'ils sont situés dans des prairies pour en assurer le maintien.

Rappel :

les déboisements dans des massifs forestiers d'une surface de plus de 4 ha d'un seul tenant ou dans des massifs relevant du régime forestier doivent faire l'objet d'une autorisation.

Tout défrichement est interdit dans les espaces boisés classés (cf. art. L. 130-1 du Code de l'urbanisme) sauf modification du document d'urbanisme ;

Zones constructibles publiques et privées

Le choix des emprises pour d'éventuels aménagements communaux devra prendre en compte la préservation des trames vertes et bleues.

L'orientation des parcelles projetées devra assurer au mieux une transition entre les zones de vergers et d'habitations.

B. Randonnée

Au titre de l'article L361-1 du code de l'environnement, la continuité et le rétablissement des itinéraires de randonnée inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée seront assurées.

C. Volet Archéologie préventive

Si lors de la réalisation des travaux connexes, des vestiges archéologiques sont mis à jour, ils devront être immédiatement signalés au service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

D. Déroulement des travaux

Pendant les travaux, aucun engin ne devra circuler dans le lit des cours d'eau. Les travaux seront exécutés depuis les berges. Tout devra être mis en œuvre pour d'une part empêcher le transport des matières en suspension dans le lit mineur des cours d'eau et d'autre part éviter toute pollution chimique due à l'utilisation des engins.

L'entretien des ripisylves ou de haies, la destruction de haies devra s'effectuer en dehors de la période de nidification des oiseaux.

Espèces invasives

Dans le cas de travaux de replantation dans des secteurs concernés par des espèces invasives, les choix devront s'orienter vers une végétation concurrentielle devant permettre de limiter, voire d'éradiquer d'éventuelles espèces invasives. De même, le transfert des terres contaminées sera évité.

Des mesures pour limiter la dissémination d'éventuelles espèces invasives devront être mises en place pendant la phase des travaux connexes (nettoyage des engins...).

Article 3 : Le présent arrêté est transmis au président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, au maire de chacune des communes concernées par le projet d'aménagement foncier, à la commission communale d'aménagement foncier.

Le présent arrêté sera affiché pendant quinze jours au moins dans les mairies suivantes : BAGNEUX, BICQUELEY, COLOMBEY LES BELLES, CREZILLES, OCHEY, MOUTROT

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle le président de la commission communale d'aménagement foncier de BAGNEUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Les annexes 1 et 2 jointes au présent arrêté peuvent être consultées à la Direction Départementale des Territoires – Service Environnement - Eau - Biodiversité.

Arrêté NBP – 2013-08 du 20 mars 2013 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune d'OCHEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre II du Livre I du Code Rural (parties Législative et Réglementaire),

VU le code de l'environnement, parties législatives et réglementaires dans ses :

- Livre II - titre I relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 (relatifs aux installations, activités et travaux soumis à autorisation ou déclaration), et L. 212-1 à L. 212-3,

- Livre III relatifs aux espaces naturels et plus particulièrement les articles L341-1 et suivants (relatifs aux monuments naturels et sites classés), les articles L.361-1 et suivants (relatifs à l'accès à la nature),

- Livre IV - titre I relatif à la protection de la faune et de la flore, et notamment les articles L. 411-1 et L. 411-2 et les articles L. 414-1 à L. 414-7,

- Livre V – titre VI relatif à la prévention des risques naturels, et notamment son article L. 562-1,

- L. 341-1 et suivants relatifs aux monuments naturels et sites classés ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 122-1 et suivants (relatifs aux schémas de cohérence territoriale), L. 123-1 et suivants (relatifs aux plans locaux d'urbanisme), L. 130-1 (classement des espaces boisés) et L123-1-5 (protection des éléments du paysage présentant un intérêt écologique),

VU le code du patrimoine et notamment ses articles L.510-1 et suivants concernant l'archéologie préventive, L. 531-14 relatifs aux découvertes fortuites, L. 544-3 et L. 544-4 relatifs aux sanctions encourues, L. 621-31 et suivants relatifs aux périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits et les articles L. 641-1 à L. 642-7 relatifs aux espaces protégés,

VU le code forestier et en particulier ses articles L. 341-1 et suivants, L. 342-1 relatif aux défrichements soumis ou non à autorisation préalable et L. 214-13 relatif au défrichement et aux forêts relevant du régime forestier.

VU la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU la directive 79-409-CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU la directive 92-43-CEE du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats ainsi que de la faune et la flore sauvages ;

VU l'arrêté SGAR n°2009-523 du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

VU l'arrêté ministériel du 3 janvier 1994 relatifs à la liste des espèces végétales protégées en région Lorraine complétant la liste nationale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 rectifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

VU l'étude d'aménagement prévue à l'article L. 121-1 du code rural et réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 121-20 du code rural, en ce qui concerne les recommandations pour la détermination et la conduite des opérations quant à la prévention des risques naturels relatifs notamment à l'érosion des sols, quant à l'équilibre de la gestion des eaux, à la préservation des espaces naturels remarquables ou sensibles, des paysages et des habitats des espèces protégées ainsi qu'à la protection du patrimoine rural ;

VU les propositions de prescriptions émises, en application de l'article L. 121-14 I et l'art. R. 121-20-1 du code rural, par la commission communale d'aménagement foncier de la commune de OCHEY dans la séance du 24/01/2011 ;

VU les avis sollicités auprès des conseils municipaux des communes concernées par l'aménagement foncier et potentiellement impactées par les travaux futurs, à savoir : OCHEY, THUILLEY AUX GROSEILLES et BICQUELEY ;

VU le recensement des cavités du département de Meurthe-et-Moselle réalisé en décembre 2010 par le BRGM ;,

VU le périmètre de l'opération d'aménagement foncier adopté au vu des résultats de l'enquête publique par la commission communale d'aménagement foncier du 05/12/2011 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Périmètre d'application des prescriptions

Les prescriptions ci-dessous s'appliquent au territoire inclus dans le périmètre d'étude (périmètre mis à enquête publique) de la proposition d'aménagement foncier agricole et forestier envisagé dans les communes de OCHEY, BICQUELEY et THUILLEY AUX GROSEILLES.

Article 2 : Prescriptions

Les prescriptions, que la commission communale d'aménagement foncier devra respecter en application de l'article R. 121-22 du code rural, sont fixées comme suit :

A. Volet « risques naturels et érosion »

Le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a réalisé en 2010, un nouveau recensement des cavités en Meurthe-et-Moselle et la commune d'OCHEY est concernée par la présence d'une cavité. Celle-ci devra être signalée et l'aménagement foncier devra étudier les possibilités de prise en compte de mesures de protection des biens et des personnes.

B. Volet eau :

Intervention dans le lit mineur d'un cours d'eau

Les interventions dans le lit mineur des cours d'eau seront limitées à un entretien (CF. article L. 215-14 du Code de l'Environnement) ayant pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon potentiel écologique notamment, par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation de rives.

Tout élargissement du profil en travers des cours d'eau et toute modification de leur profil en long, en dehors des ouvrages de franchissement, est interdite.

Dans le cas d'une intervention sur des ripisylves existantes, les actions devront consister en un entretien voire un regarnissage si nécessaire.

Intervention dans le lit majeur d'un cours d'eau

Dans le lit majeur des cours d'eau (zone inondable), les installations et ouvrages devront respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Les remblais dans le lit majeur seront interdits sauf ceux nécessaires à des travaux, ouvrages ou installations d'intérêt général et après réalisation de mesures compensatoires.

Ouvrages de franchissement des cours d'eau

Dans le cadre de la modification ou de la restauration du réseau de la voirie, il conviendra de rétablir systématiquement les écoulements naturels par la création d'ouvrage de franchissement adaptés.

Ces ouvrages devront respecter les prescriptions des arrêtés ministériels du 28 novembre 2007 et 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant respectivement des rubriques 3.1.2.0 (2°) et 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Ils devront notamment respecter l'article 6 de l'arrêté du 28 novembre 2007 sur la rubrique 3.1.2.0 à savoir être positionné de façon à garantir la continuité écologique, avec le radier calé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et recouvert d'un substrat de même nature que celui du cours d'eau.

C. Volet environnemental et paysager :

1. Habitats et espèces et protégés :

Des habitats et des espèces patrimoniales et/ou protégées sont présents ou susceptibles d'être présents sur le périmètre d'aménagement et en particulier sur les différents sites naturels remarquables répertoriés (Vallon de la Deuille et prolongement, Vallon du Vaux des Aînés, Pelouses calcaires du bois de Haie).

Le travail du géomètre devra autant que possible permettre la réalisation d'échanges de parcelles supportant les mêmes pratiques agricoles, notamment pour les prairies, limitant ainsi les risques d'impacts sur certaines espèces patrimoniales et/ou protégées.

Enfin, il est rappelé qu'en vertu de l'article L 411-1 du code de l'environnement, la destruction, le prélèvement la capture de spécimens d'espèces protégées faune et flore, y compris la destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales, sont interdits.

Des dérogations peuvent toutefois être autorisées en application de l'article L. 411-2 4° du code de l'environnement dans le cas d'un intérêt public majeur et ce, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle. Il appartiendra à la CCAF de démontrer cet intérêt majeur sans lequel aucune autorisation ne pourra être délivrée ultérieurement.

Les autorisations relèvent d'une décision préfectorale sauf pour certaines espèces faisant partie de la liste fixée par l'arrêté du 9 juillet 1999 des espèces de vertébrés menacés d'extinction.

Le dossier d'étude d'impact de l'AFAF devra présenter une rubrique sur les espèces protégées (faune et flore) plus particulièrement, un état initial complet et actualisé, de la faune et de la flore en spécifiant le statut de protection éventuelle et l'état de conservation des espèces, les impacts potentiels de l'AFAF sur ces espèces et les mesures qui seront adaptées pour supprimer, réduire voire compenser ces impacts.

2. Espaces naturels remarquables et Natura 2000

La préservation des habitats répertoriés au titre des ZNIEFF, ENS sera assurée dans le souci du maintien de la biodiversité et de la fonctionnalité des différents milieux et donc des espèces qu'ils abritent.

Les parcelles correspondantes seront dans la mesure du possible attribuées à des propriétaires publics (Conseil Général, commune) en mesure d'assurer la préservation de ces milieux.

Sont concernés :

- Le vallon de la Deuille ou vallon de l'Arrot dont la partie nord qui est essentiellement hors périmètre, fait déjà l'objet de nombreux inventaires et protection (Arrêté de protection de biotope, ZNIEFF, Zone Natura 2000, ENS)

- Les pelouses calcaires du bois de Haie inscrites en ZNIEFF et en ENS dans la partie sud du périmètre.

En particulier, au sujet de Natura 2000 :

Au titre de l'article R. 414-19 du Code de l'environnement, la procédure d'aménagement foncier devra faire l'objet d'une évaluation d'incidence en tant que projet devant faire l'objet d'une étude d'impact au titre des articles R. 122-2 et R. 122-3.

L'objectif sera de démontrer au regard des objectifs de conservation du site, l'absence d'impact significatif sur l'état de conservation des habitats biologiques et des espèces d'intérêt communautaire ayant servi à la désignation du site.

Pour ce faire, il appartiendra au porteur de projet de limiter les atteintes en zone Natura 2000 en privilégiant des réattributions ou attributions à des propriétaires publics de parcelles évoquées ci-dessus, en évitant au maximum les modifications de chemins comme l'arrachage d'arbres ou de haies.

3. Bois, vergers et haies

Haies

Au sein du parcellaire agricole, Il est nécessaire de pérenniser/maintenir les haies et boisements existants. La conservation de ces linéaires permettra de limiter les impacts sur la faune et la flore tout en continuant à bénéficier de leurs capacités anti-érosives ou brise vent, et de leur fonction paysagère.

Les limites séparatives des nouvelles parcelles devront donc s'appuyer sur les éléments linéaires existants du paysage.

Tout linéaire de haies et de talus supprimé au cours des travaux connexes, devra être compensé par la création de linéaire de haies de longueur équivalente a minima, le long des chemins par exemple, plantés d'espèces locales.

Ces nouveaux linéaires devront être positionnés de manière à maintenir/restaurer les continuités écologiques.

Une restructuration du paysage est particulièrement nécessaire/souhaitable dans les secteurs dénudés en confortant les éléments naturels existants et en réalisant de nouvelles plantations, si possible en assurant la continuité des corridors écologiques

Les travaux d'arasements de haie devront intervenir hors période de nidification des oiseaux c'est à dire de mars à juillet compris, idéalement en janvier/février.

Vergers et prairies

Les vergers et en particulier les zones de vergers traditionnels, doivent être préservés au maximum ainsi que les arbres isolés. Il en va de même pour les parcelles en prairie et en particulier les prairies du vallon de la Deuille.

Ces parcelles devront être attribuées préférentiellement aux propriétaires en place, ou éventuellement à des éleveurs pour maintenir leur vocation initiale.

En outre, il serait souhaitable que l'étude d'impact identifie les arbres remarquables (vieux creux, morts, têtards) afin qu'il soient conservés.

Forêt et boisements non linéaires

L'objet du présent aménagement foncier étant essentiellement forestier, il convient de :

Maintenir la surface boisée globale,

Favoriser dans la mesure du possible, les reboisements avec un mélange d'essences forestières adaptées aux stations.

Rectifier les lisières forestières de façon ponctuelle, les lisières étant des milieux écologiquement riches et ce d'autant plus que celles-ci sont irrégulières.

Rappel :

les déboisements dans des massifs forestiers d'une surface de plus de 4 ha d'un seul tenant ou dans des massifs relevant du régime forestier doivent faire l'objet d'une autorisation.

Tout défrichement est interdit dans les espaces boisés classés (cf. art. L. 130-1 du Code de l'urbanisme) sauf modification du document d'urbanisme ;

La réorganisation du parcellaire forestier devra être envisagée de sorte à limiter la création de chemins, en prenant appui notamment sur les chemins existants.

Les travaux mis en œuvre pour la création des dits chemins ou des aires de stockage de bois devront être réalisés hors période de nidification des oiseaux et hors période de nidification et d'hivernage des chauve-souris si pour ces dernières, l'état initial complété dans l'étude d'impact révélait la présence d'espèces forestières.

D. Randonnée

Au titre de l'article L361-1 du code de l'environnement, la continuité et le rétablissement des itinéraires de randonnée inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée seront assurées.

E. Volet Archéologie préventive

Si lors de la réalisation des travaux connexes, des vestiges archéologiques sont mis à jour, ils devront être immédiatement signalés au service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

F. Déroutement des travaux

Pendant les travaux, aucun engin ne devra circuler dans le lit des cours d'eau. Les travaux seront exécutés depuis les berges. Tout devra être mis en œuvre pour d'une part empêcher le transport des matières en suspension dans le lit mineur des cours d'eau et d'autre part éviter toute pollution chimique due à l'utilisation des engins.

L'entretien des ripisylves ou de haies devra s'effectuer en dehors de la période de nidification des oiseaux.

La destruction de haies devra s'effectuer en dehors de la période de nidification des oiseaux.

Espèces invasives

La sensibilité du site Natura 2000 « Vallée de la Moselle du fond de Monvaux au vallon de la Deuille, ancienne poudrière de Bois sous Roche » vis à vis d'espèces végétales invasives (*Fallopia japonica* et *Impatiens glandulifera*) est à souligner.

Dans le cas de travaux de replantation dans des secteurs concernés par des espèces invasives, les choix devront s'orienter vers une végétation concurrentielle devant permettre de limiter, voire d'éradiquer d'éventuelles espèces invasives. De même, le transfert des terres contaminées sera évité.

Des mesures pour limiter la dissémination d'éventuelles espèces invasives devront être mises en place pendant la phase des travaux connexes (nettoyage des engins...).

Article 3 : Le présent arrêté est transmis au président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, au maire de chacune des communes concernées par le projet d'aménagement foncier, à la commission communale d'aménagement foncier.

Le présent arrêté sera affiché pendant quinze jours au moins dans les mairies suivantes : OCHEY, THUILLEY AUX GROSEILLES et BICQUELEY ;

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, le président de la commission communale d'aménagement foncier d'OCHEY sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté DDT-PECHE 2013/011 du 13 mars 2013 autorisant pour l'année 2013, la pêche de la carpe de nuit sur « l'étang de la Ballastière » situé sur les communes de BERTRICHAMPS et LACHAPELLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 435-9, L. 436-5, R. 436-13, R. 436-14, R. 436-23 et R. 436-38,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements,
VU la demande déposée le 12 février 2013 par le président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Raon l'Étape, gestionnaire de « l'étang de la Ballastière » situé sur les communes de Bertrichamps et Lachapelle,
VU l'avis du directeur départemental des territoires,
VU l'avis du chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle,
VU l'avis de la fédération des Vosges pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
VU l'avis de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée dans l'Étang de la Ballastière, de 2ème catégorie, classé eau libre piscicole du domaine privé, situé sur les communes de BERTRICHAMPS et de LACHAPELLE selon les dates et conditions suivantes :
29,30 et 31 mars 2013, 2 et 13 avril 2013, 6 et 27 avril 2013, 1 mai et 1er juin 2013, 28 et 29 juin 2013, 12,13 et 14 juillet 2013, 26 et 27 juillet 2013, 14,15,16 et 17 août 2013, 30 et 31 août 2013, 14 et 15 juin 2013, 6 et 7 septembre 2013, 20 et 21 septembre 2013, 4 et 5 octobre 2013, 18 et 19 octobre 2013.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

RIVIERES, CANAL ET PLANS D'EAU : Étang de la Ballastière

COMMUNES : Bertrichamps et de Lachapelle

DESIGNATION DU LIEU : Etang de la Ballastière, classé eau libre piscicole du domaine privé de 2ème catégorie

GESTIONNAIRE : AAPPMA DE RAON L'ETAPE

Article 2 : Un règlement spécifique établi par le gestionnaire de l'étang limite les zones de pêche sur l'étang de la Ballastière : une seule rive de l'étang et trois postes situés en face de cette rive. Les zones délimitées seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

Article 3 : En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche, mentionné à l'article R. 436-13 du code de l'environnement, c'est-à-dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

Article 4 : Aucun aménagement de berge (terrassement, déplacement d'enrochements, édification de ponton...) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs (déchets, détritus et autres récupérés).

Le respect de ces prescriptions est de la responsabilité du gestionnaire du plan d'eau adjudicataire des baux.

Article 5 : Les participants sont tenus de respecter la réglementation de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

- président de la fédération des Vosges pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service Environnement Eau Biodiversité,
Jean-Luc JANEL

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE

DIRECTION

Décision du 1er février 2013 portant délégations de signatures

Le Directeur du Centre Hospitalier Public Intercommunal 3H Santé,

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment en son article L 714-12,
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de santé,
VU le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de santé,
VU le décret n° 94-392 du 18 mai 1994 modifié, relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur,
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
VU le Décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 portant délégations de signatures relatifs au Directeur et aux membres du Directoire,

D E C I D E

Délégation de signature est donnée à :

Article 1er : Affaires Générales, Qualité, Direction :

En remplacement et en l'absence du Directeur, Madame Evelyne FORINI et Monsieur Denis ANTOINE, Attachés d'Administration Hospitalière, pour signer :

- Les courriers administratifs courants ;
- Tous les documents du service qualité et gestion des risques ;
- Les documents destinés à la signature de l'Ordonnateur ainsi que les notes d'information et de service ;
- Dans le domaine des Ressources Humaines : les contrats de travail, les fiches de congés de l'équipe de Direction et du personnel médical, les plannings de travail, les recrutements et affectations, les rémunérations, les formations, les ordres de mission, les frais de déplacement, les astreintes, tous documents disciplinaires, les conventions Pôle Emploi CUI/CAE ;
- Dans le domaine financier et économique : les recettes, les dépenses, les mandats d'investissement et de fonctionnement, les documents relatifs aux marchés de travaux, les copies et les pièces constitutives des marchés publics.

Article 2 : Direction des Ressources Humaines

Madame Evelyne FORINI, Attachée d'Administration Hospitalière, responsable de la Gestion des Ressources Humaines, pour signer les courriers administratifs courants, les décisions relatives au personnel (avancement d'échelons, NBI, congé parental...), la planification du travail, la planification des congés annuels à l'exception de celle des membres de l'équipe de direction, les rémunérations, les formations, les convocations aux diverses formations, les engagements des formations, les frais de déplacement, les astreintes, les ordres de missions, les demandes d'autorisation d'embauche pour remplacements, les bordereaux de mandatement paie, cotisations et autres dépenses liées au personnel, les bordereaux d'envoi, les demandes de remboursement assurances, les demandes de remboursement FEH, les conventions de stage, les dossiers de validation de retraite et de rétablissement, les convocations à la médecine du travail, les Comptes Epargne Temps (sauf personnel médical), les attestations de salaire pour le remboursement des indemnités journalières, les attestations et certificats de travail, les honoraires médicaux, les accidents du travail, les avances sur salaire, les factures de Pôle Emploi (évaluation en milieu de travail), les réponses aux demandes d'emploi, les tableaux divers de recensement statistiques, les décisions liées aux œuvres sociales, à la M.N.H., aux partenaires sociaux, les recettes, les factures des prestations annexes, les mandats, les demandes de fournitures et d'équipement, les notes d'information et les documents liés aux astreintes administratives.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 3 : Direction des Ressources Humaines

Madame Ghislaine STOCARD, Adjoint des Cadres, pour signer tous les courriers des affaires courantes concernant la gestion de la formation du personnel, les convocations, les frais de déplacement et tous les actes administratifs en l'absence de Madame FORINI et relevant de sa compétence, ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

Article 4 : Direction des Ressources Humaines

Madame Dominique HACHAIR et Madame Aurélia CALVISIO, Adjointes Administratives, pour signer tous les courriers courants et internes liés à leur fonction, les documents à l'occasion des astreintes et les relevés d'heures du personnel intérimaire.

Article 5 : Affaires Financières et services économiques

Monsieur Denis ANTOINE, Attaché d'Administration Hospitalière, responsable de la gestion financière et économique, pour signer tous les documents courants liés à sa responsabilité, les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au seuil du MAPA, les commandes de la section d'exploitation, les bordereaux de mandats de la section d'exploitation et d'investissement émis par le service Economat-Finances, les bordereaux des titres de recette émis par le service Economat-Finances, les déclarations TVA n° 3310-K-CA3, les factures des prestations annexes, tous les documents relatifs aux écritures d'ordre comptable en relation avec la Trésorerie et ceux liés aux astreintes administratives

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des EPS, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de service.

Article 6 : Affaires Financières et services économiques

Madame Edith BONNETIER, Mesdames Adeline GERARD et Elisabeth POTIER, Adjointes Administratives, pour signer les commandes de la section d'exploitation et les courriers courants liés à leurs fonctions ainsi que les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au MAPA en l'absence de Monsieur ANTOINE et tous les documents liés aux astreintes administratives.

Article 7 : Affaires Générales

Madame Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé chargée des Affaires Générales, pour signer tous les documents et courriers courants, ceux liés aux astreintes, les notes d'information, les convocations aux conférences, les documents liés à l'animation et tous les documents liés aux enquêtes (ARS, FHF, DGOS ...), ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification, de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de service.

Article 8 : Coordination des Soins

Madame Lydia MARCHAL, Cadre Supérieur de Santé, pour signer les notes d'information de la direction des soins, les courriers courants, les plannings, les fiches de congés du personnel soignant placé sous sa responsabilité, les documents rattachés à l'exercice de ses responsabilités, ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 9 :

Madame Sandrine DELMOTTE, Cadre de Santé, Madame Danièle ORSATO-BLAISE et Madame Joëlle CEZARD, IDE FF Cadres de Santé, pour signer les courriers courants, plannings et fiches de congés du personnel placé sous leur responsabilité en l'absence de Madame Lydia MARCHAL.

Madame Danièle ORSATO BLAISE et Madame Joëlle CEZARD pour signer les documents à l'occasion des astreintes administratives.

Article 10 : Mandataire Judiciaire

Madame Marie-Pierre SEIGNE, Attachée d'Administration Hospitalière, Responsable des Admissions et du service social, Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, pour tous les documents relatifs à ses missions de mandataires judiciaires conformément à la réglementation, pour la signature des documents relatifs au transport de corps suite à décès, des factures des séjours des patients et des résidents, des documents relatifs au contentieux de facturation de recettes et certificats correspondants ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 11 : Admissions

Madame Arlette GEHWEILER, Agent de remplacement aux Admissions, Madame Nadine HALVICK, Adjoint Administratif, Madame Françoise WITZ, Adjoint Administratif, pour la signature des documents relatifs au transport suite à décès, des factures des séjours des patients et des résidents, des documents relatifs au contentieux de facturation de recettes et certificats correspondants.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 12 : Service Social

Madame Céline MACHET, Assistante de Service Social, pour signer tous courriers administratifs courants liés à sa fonction, notamment les Aides au logement et à l'Aide Sociale.

Article 13 : Psychologue

Madame Emmanuelle FALLIGAN-DEVERGNE, Psychologue, pour signer les courriers courants liés à sa fonction.

Article 14 : PUI

Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Praticien Hospitalier, Pharmacien, pour signer les commandes et toutes les correspondances liées à sa fonction à l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 15 : Qualité et gestion des risques

Madame Magalie BIENAIME, Technicien Supérieur Hospitalier en charge de la qualité et de la gestion des risques, pour signer les courriers administratifs courants liés à sa fonction et tous les documents relatifs aux missions confiés par le Directeur dans le cadre de la certification de l'Etablissement et/ou de l'évaluation en EHPAD, à l'exception des courriers engageant l'établissement à destination des autorités : ARS, CG, HAS, ANESM.

Article 16 : Secrétariat médical

Madame Fabienne ACKER, Secrétaire médical, pour signer les documents à l'occasion des astreintes administratives.

Article 17 : Service Restauration - Hôtellerie

Monsieur François GENTES, Responsable restauration et de l'équipe hôtelière, pour signer les commandes et toutes les correspondances liées à sa fonction.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Monsieur Gilles BABEL, Chef de Production, et Monsieur Christophe ANTONY, Magasinier, pour signer les commandes en l'absence du Responsable Restauration.

Madame Sandrine WITRICH, Coordinatrice Equipe Hôtelière, pour signer les commandes et toutes les correspondances liées à sa fonction en l'absence du Responsable Hôtellerie.

Article 18 : Chaque délégataire informe le Directeur ou son représentant de tout document soumis à signature dont la conformité apparaît douteuse et de toute conséquence particulière susceptible d'entraîner une difficulté ou un contentieux.

Article 19 : Cette délégation prend effet à compter du 1er janvier 2013.

Cirey-sur-Vezouze, le 1er janvier 2013

Le Directeur Délégué,
E. GAUTHIER

Signataires délégataires :

- F. ACKER, D. ANTOINE, C. ANTONY, G. BABEL, M. BIENAIME-VINCON, E. BONNETIER, A. CALVISIO, J. CEZARD, S. DELMOTTE, E. FORINI, E. FALLIGAN-DEVERGNE, F. GENTES, A. GEHWEILER, A. GÉRARD, D. HACHAIR, N. HALVICK, C. MACHET, L. MARCHAL, M. MILLER, D. ORSATO-BLAISE, E. POTIER, M.P. SEIGNE, G. STOCARD, J.S. TRESCHER, S. WITRICH, F. WITZ.

L'AUTRE CANAL

Décision n° 61 – 2013 du 20 mars 2013 portant annulation de la délégation de signature au Directeur Administratif de L'Autre Canal

VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle ;

VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002, relatif aux Etablissements Publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006, relatif à la création de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal » ;

VU les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » du 7 décembre 2006,

VU la délibération n° 44-2009, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal du 18 décembre 2009 portant nomination du Directeur de l'E.P.C.C.,

VU la délibération n° 17-2006, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal du 19 décembre 2006 sur les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés,

VU la délibération n° 25-2010, portant sur la délégation de signature au Directeur Administratif de L'Autre Canal,

Il est convenu ce qui suit :

Article unique : La présente décision annule la décision n° 25-2010 accordant la délégation de signature au Directeur Administratif, M. Mathieu LAMBLIN.

Nancy, le 20 mars 2013

Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Décision n° 62 – 2013 du 20 mars 2013 portant annulation de la délégation de signature à la Directrice Technique de L'Autre Canal

VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle ;
VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002, relatif aux Etablissements Publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle ;
VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006, relatif à la création de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal » ;
VU les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » du 7 décembre 2006 ;
VU la délibération n° 44-2009, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal du 18 décembre 2009 portant nomination du Directeur de l'E.P.C.C. ;
VU la délibération n° 17-2006, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal du 19 décembre 2006 sur les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
VU la délibération n° 26-2010, portant sur la délégation de signature à la Directrice Technique de L'Autre Canal ;

Il est convenu ce qui suit :

Article unique : La présente décision annule la décision n° 26-2010 accordant la délégation de signature à la Directrice Technique, Mlle Hélène CORRE.

Nancy, le 20 mars 2013

Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Décision n° 63 – 2013 du 20 mars 2013 portant annulation de la délégation de signature pour les ordres de mission au Directeur Administratif et à la Directrice Technique de L'Autre Canal

VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle ;
VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002, relatif aux Etablissements Publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle ;
VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006, relatif à la création de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal » ;
VU les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » du 7 décembre 2006 ;
VU la délibération n° 6-2006, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal du 19 décembre 2006 portant nomination du Directeur de l'E.P.C.C. ;
VU la délibération n° 17-2006, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal du 19 décembre 2006 sur les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
VU la délibération n° 35-2011, portant sur la délégation de signature au Directeur Administratif et à la Directrice Technique de L'Autre Canal pour les ordres de mission ;

Il est convenu ce qui suit :

Article unique : La présente décision annule la décision n° 35-2011 accordant la délégation de signature pour les ordres de mission au Directeur Administratif, Mr Mathieu LAMBLIN et à la Directrice Technique, Mlle Hélène CORRE.

Nancy, le 20 mars 2013

Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

